



Bilan de l'insurrection noire de Los Angeles: 28 morts, 676 blessés, \$175 millions de dégâts

Pearson ne rendra pas publique la lettre de Johnson

OTTAWA. — La correspondance échangée entre Ottawa et Washington au sujet de l'aide canadienne au Vietnam ne sera pas rendue publique parce qu'ainsi le veut le président Johnson, a annoncé samedi le premier ministre Pearson. Dans une déclaration émanant de son bureau, M. Pearson souligne que le président Johnson est défavorable à la publication de cette correspondance "parce qu'elle fait partie de la série de lettres échangées entre le président des États-Unis et d'autres chefs de gouvernement".

Cependant, M. Pearson a déclaré que le Canada n'avait pas l'intention de fournir une assistance militaire au Sud-Vietnam, principale question évoquée dans les commentaires qui ont été faits au sujet de la correspondance échangée entre les deux hommes d'État. M. Pearson note également qu'il avait espéré pouvoir publier en tout ou en partie le contenu de ces lettres en "raison du vif intérêt suscité par cette question au Canada".

90,000 GI's au Vietnam

SAIGON. — Les effectifs des troupes américaines au Vietnam ont été portés en fin de semaine à 85,000 hommes et il était fort probable que dimanche soir, 5,000 autres soldats américains aient également débarqué sur le sol vietnamien.

Un porte-parole américain a révélé que ces effectifs font partie des renforts recommandés par le président Johnson et qui porteront à 125,000 le nombre total des soldats américains au Vietnam. Ce matin, 1200 fusiliers-marins des E-U ont mis pied à terre à la base aérienne de Da Nang. Plus de 2,800 de leurs compagnons avaient été débarqués à Chu Lai samedi.

Dimanche, un calme presque total a régné sur le sol et deux attaques aériennes seulement ont été effectuées contre les installations nord-vietnamiennes. Cependant, un porte-parole sud-vietnamien a révélé que 36 Vietcong avaient été tués lors d'un engagement avec des troupes gouvernementales, dans la province de Xuyen, à 160 milles au sud-ouest de Saigon.

Le commandement américain à Saigon reconnaît la perte de cinq avions au-dessus du Nord-Vietnam. Dans le même domaine, les observateurs remarquent l'intensification des bombardements des zones vietcongs, bombardement, soit aérien, soit naval, qui sont multipliés hier. Dans la région de Hue, l'aviation américaine a manifesté depuis 24 heures. Pendant ce temps, des bombardiers B-52 ont attaqué des objectifs stratégiques au Nord-Vietnam, autour des îles de Vinh et de Thanh Hoa, qui sont respectivement situées à 150 et 80 milles du sud de Hanoi.

ministre eut fait mention de la chose lors d'une conférence de presse. La question principale était de savoir si M. Johnson avait demandé ou non au Canada de fournir une aide militaire directe aux forces sud-vietnamiennes et américaines combattant le Vietcong communiste au Vietnam.

Aucune aide militaire Dans sa déclaration, M. Pearson précise que l'aide du Canada au Sud-Vietnam se limitera comme par le passé à l'envoi de vivres et de médicaments.

"La participation canadienne à l'activité de la commission internationale de contrôle au Vietnam se poursuivra aussi longtemps que cet organisme s'emploiera à prévenir la déformation des faits et à rechercher les moyens possibles de préparer le terrain en vue d'un règlement pacifique de la situation, ajoute la déclaration de M. Pearson.

"Le gouvernement canadien croit que la contribution qu'il lui est possible d'apporter dans les circonstances doit de toute évidence être déterminée à la lumière des obligations qu'il assume aux termes des accords intervenus à Genève en 1954".

Le Canada, l'Inde et la Pologne composent la commission qui a été formée à la suite de la défaite des forces françaises en Indochine. D'autre part, la déclaration précise que la lettre du président Johnson à M. Pearson est datée du 26 juillet et que la réponse du premier ministre canadien a été envoyée le 5 août.

En raison de l'opposition du président Johnson à la publication de cette correspondance, poursuit la déclaration "le contenu de ces lettres ne sera publié ni en totalité ni en partie".

Après avoir clairement établi ce point, M. Pearson souligne à nouveau un certain aspect de la politique canadienne à l'égard de la situation au Vietnam, c'est-à-dire l'appui de principe du Canada à la compréhension des buts et objectifs de la politique américaine au Vietnam.

Le gouvernement canadien n'en demeure pas moins "grandement soucieux de la situation dangereuse" qui existe dans ce pays de l'Asie du sud-est. "Il a accueilli avec joie les indications tendant à démontrer le désir de la part des autorités américaines de limiter l'étendue de son action militaire. Il a également accueilli avec joie l'assurance clairement exprimée par le président dans son allocution du 28 juillet que les États-Unis poursuivraient leurs efforts, sur les plans politique et diplomatique, en vue d'apporter une solution pacifique à la crise vietnamienne.

Voir page 8: Pearson

Southam et le Toronto Star lancent un nouvel hebdomadaire

TORONTO. — Un nouveau magazine hebdomadaire anglophone, "The Canadian", sera lancé le 13 novembre à Toronto. C'est une entreprise conjointe de la chaîne Southam Press et du Toronto Star.

La publication sera insérée dans l'édition du samedi de huit journaux Southam à Ottawa, Hamilton, North Bay, Winnipeg, Medicine Hat, Edmonton, Calgary et Vancouver, de même que dans la Gazette de Montréal, le Toronto Star et le Toronto Star Weekly. On prévoit un tirage de 1,800,000 exemplaires.

Le "Canadian" remplacera le "Canadian Weekly" que publie le Toronto Star. Quant à "Canadian Homes" que publie déjà Southam, il constituera une section bi-mensuelle de la nouvelle publication, un photo-magazine rotogravure polychrome. M. Ross Munroe, âgé de 51 ans, en sera l'éditeur. Il quitte le Winnipeg Tribune après six ans. Son successeur est M. A.R. Williams, éditeur-adjoint du Vancouver Province depuis 1959. M. Munroe assumera aussi la vice-présidence de la nouvelle entreprise, Southam-Star Co. M. Munroe s'illustra par ses reportages de guerre de 1940 à 1945. Il représenta l'Agence Presse Canadienne à Bruxelles et Ottawa avant de passer à la chaîne Southam en 1948.

LOS ANGELES. — "Burn, baby, burn" ("Brûle, mon p'tit vieux, brûle"). On ne scandait hier au début de soirée plus ce slogan incendiaire dans les rues de Watts, le "ghetto noir" de Los Angeles. Le bilan des tragiques journées d'insurrection, que la police a réussi quelque peu à mater durant la journée de dimanche, s'établissait hier soir à 28 morts (24 Noirs, un Blanc, un pompier, un adjoint au shérif et un japonais); 676 blessés (576 civils, 70 policiers, 26 pompiers et quatre gardes nationaux); 2,157 arrestations (1,828 adultes et 329 adolescents). Les dommages causés par les nombreux incendies allumés par les manifestants s'élèvent à quelque \$175 millions et quatre pâtés de maisons ont été entièrement rasés par les flammes.

A Chicago et à Springfield, dans le Massachusetts, le calme est également revenu après des heures de violence et de heurts.

Dans le vaste quartier noir de Los Angeles, que le couvre-feu a transformé en une ville fantôme, on ne brûle plus, on ne pille plus, on ne se bat plus...

Des milliers de gardes nationaux, mitrailleurs au poing, de policiers casqués et de pompiers sanglés dans des gilets pare-balles ont eu raison de l'émeute. La chaussée appartient maintenant aux forces de l'ordre et l'on ne pénètre plus dans Watts sans autorisation. Un cordon d'infélexibles agents et hommes de troupe a été établi tout autour du quartier: Watts, aux rues ravagées, aux boutiques saccagées, à la peste. Aux alentours, chaque carrefour est un piège tendu aux pillards: il n'est pas de voiture ou de camion qui n'y soit systématiquement fouillé. A ces pas de contrôle, il n'est pas rare de voir que l'opération a été fructueuse: les postes de télévision, les radios, les téléphones, les bouteilles de whisky, les chaussures et les vêtements neufs, les boîtes de conserves s'y amoncellent, tout un butin dont on n'a pas eu le temps de profiter et qui expédie l'automobiliste imprudent à la prison la plus proche.

Après trois jours d'échauffourées, de batailles rangées, de chasses aux "filles", de foyers allumés, les postes de police, les radios, les téléphones, les bouteilles de whisky, les chaussures et les vêtements neufs, les boîtes de conserves s'y amoncellent, tout un butin dont on n'a pas eu le temps de profiter et qui expédie l'automobiliste imprudent à la prison la plus proche.

Après trois jours d'échauffourées, de batailles rangées, de chasses aux "filles", de foyers allumés, les postes de police, les radios, les téléphones, les bouteilles de whisky, les chaussures et les vêtements neufs, les boîtes de conserves s'y amoncellent, tout un butin dont on n'a pas eu le temps de profiter et qui expédie l'automobiliste imprudent à la prison la plus proche.

Depuis la nuit de samedi à dimanche, en effet, les tirs sporadiques des francs-tireurs, — ces tirailleurs, sortis brutalement d'on ne sait où, qui ont donné aux incidents de Los Angeles leur aspect insurrectionnel, — n'ont pas cessé de se faire entendre dans le quartier de Watts. Les autorités n'ignorent pas qu'il leur reste à dénicher plusieurs bandes de Noirs armés avant de pouvoir affirmer, comme le souhaite le gouverneur Brown, qu'elles ont définitivement rétabli l'ordre. "La situation est relativement bonne, mais, si on la compare à la situation normale, c'est encore la pagaille", a déclaré un officier de police chargé, avec de nombreux collègues, d'éliminer des toits de Watts les dernières traces de terrorisme.

Et, quand celles-ci auront été effacées, quand le silence retombera sur le quartier noir, tout Los Angeles pensera déjà à l'avenir et se demandera: "Et si cela devait, un jour, recommencer?"

"Cela recommencera, disaient hier quelques jeunes noirs à une garde nationale. Vous, les gars, vous resterez ici deux semaines ou même davantage, mais il faudra bien que vous vous en alliez un jour ou l'autre. Et, ce jour-là, vous verrez, cela recommencera".

Et ils auraient pu ajouter: parce que, "si la chanson est finie, la mélodie reste encore dans l'air".

Voir page 8: Los Angeles



Deux agents de la Garde nationale empoignent solidement un jeune manifestant noir, arrêté au cours de l'insurrection de Los Angeles. (Photo UPI)

De Los Angeles à Montréal...

A un degré moindre que les Blancs de Los Angeles ou de Chicago, où les Noirs représentent une proportion considérable, les Montréalais exercent néanmoins une discrimination à l'endroit des quelque 8,000 Noirs qui habitent chez eux. Une étude récente indique que, dans 20 pour cent des cas:

- 1) les préposés à la location d'appartements à Montréal refusent la location à des Noirs;
- 2) les grands restaurants et hôtels refusent de louer une salle de réception à des groupes de Noirs.

Ces indices de discrimination sont contenus dans une étude sommaire publiée récemment par une revue spécialisée, faite par M. George Sprague, diplômé en psychologie de Sir George Williams University.

Par analogie avec des centres comme Los Angeles, Chicago ou New York, M. Sprague a observé que 90 pour cent des Noirs de Montréal habitent un quartier défini, en l'occurrence le quadrilatère formé par le boulevard Dorchester au nord, la rue McGill à l'est, la rue Atwater à l'ouest et le St-Laurent au sud. Dans quelle mesure la discrimination raciale explique-t-elle cette concentration? L'enquête de M. Sprague ne le précise pas, mais elle entend mesurer le refus auquel les Noirs font face lorsqu'ils tentent d'habiter un autre quartier.

L'enquêteur a d'abord dressé une liste de 20 immeubles de divers quartiers annonçant des appartements à louer dans les journaux. Un Noir a rencontré les 20 préposés à la location de ces appartements, a demandé à louer et quatre d'entre eux lui ont refusé, poliment, affirmant que l'appartement recherché venait d'être loué. Dans ces quatre cas, l'enquêteur s'est lui-même amené quelques minutes plus tard et on lui a répondu que l'appartement était libre.

Un autre aspect de l'enquête menée par M. Sprague porte sur le comportement des grands restaurants et hôtels à l'endroit des groupes de Noirs.

Deux lettres ont été envoyées aux préposés aux réservations de 20 de ces endroits publics, dans divers quartiers de Montréal.

La première demandait la réservation d'une salle de réception à date et heure déterminée, pour la célébration d'un mariage auquel devaient assister une quarantaine de personnes. On précisait à la fin de la lettre, pour éviter tout "malentendu possible", qu'il s'agissait de Noirs.

La seconde lettre, envoyée

une semaine plus tard, contenait une demande de réservation pour les mêmes dates et heures que la première, pour un nombre de personnes semblable à celui de la première lettre, dans le but, était-il signalé, de célébrer la fin de la saison pour de tels groupes de joueurs de quilles. Mais cette seconde lettre ne contenait aucune allusion à la couleur des membres du groupe.

Quinze établissements ont répondu immédiatement à la première lettre et cinq n'ont pas répondu. Après un coup de téléphone aux cinq, l'un d'eux a accepté de louer. Finalement, 14 acceptaient de louer, deux ne disposant pas de salles pour de tels groupes, ce qui laisse quatre établissements qui ont refusé de louer une salle à des Noirs, soit 20 pour cent.

Voir page 8: Montréal

Les Acadiens réclament la reconnaissance officielle du français au Nouveau-Brunswick

Par Guy RONDEAU, de la Presse canadienne

CARAQUET, N.B. — Les Acadiens réclament pour le Nouveau-Brunswick la reconnaissance officielle de la langue française mais ils jugent peu opportun de formuler une requête semblable pour la Nouvelle-Ecosse et l'Île-du-Prince-Édouard.

Un vœu demandant que la reconnaissance officielle du français soit proclamée par les trois provinces a été rejeté, samedi, par l'Assemblée plénière du deuxième congrès quinquennal de la Société Nationale des Acadiens qui se tenait dans cette pittoresque ville du nord-est du Nouveau-Brunswick. Le vœu avait été soumis par une commission du congrès qui était chargée de l'étude du visage français de l'Acadie.

Des participants ont souligné que l'on paraissait peu sérieux aux yeux des autorités de la Nouvelle-Ecosse et de l'Île-du-Prince-Édouard si on leur présentait une telle requête.

Le groupe francophone de la Nouvelle-Ecosse forme un peu plus de 11 pour cent de la population et dans l'Île-du-Prince-Édouard la proportion est de près de 16 pour cent.

Des écoles

Aucun de ces deux gouvernements, a-t-on dit, ne sera prêt à dépenser, peut-être \$10,000,000 pour donner un statut officiel à la langue française.

Il est préférable que les Acadiens de ces deux provinces concentrent leurs efforts à l'obtention d'écoles françaises qui répondent à leurs besoins et à l'obtention d'un personnel bilingue, au sein de la fonction publique, quand la situation le justifie.

On a fait remarquer, en outre, qu'il serait beaucoup plus opportun de laisser la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme se prononcer sur la question.

L'Assemblée plénière a adopté une quarantaine de résolutions touchant les domaines de la politique, de l'économie, de l'éducation et de langue française.

La plupart des résolutions comportent des demandes à l'adresse du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux.

Les Acadiens se sont plaints de ce que la gendarmerie royale n'a pas suffisamment de policiers bilingues dans les provinces. La gendarmerie royale assure le service policier dans les trois provinces en vertu d'une entente avec le gouvernement fédéral.

Il a été décidé que la société nationale ferait des représentations auprès du procureur général de chacune des provinces et auprès du ministre fédéral de la Justice pour que l'on tienne compte de la présence des groupes francophones dans l'assignation des policiers.

CANADIEN NATIONAL

Si l'on constate des améliorations notables dans les services d'Air-Canada, on a souligné, par ailleurs, qu'il faudrait rendre beaucoup plus bilingues les services sur les trains du Canadien National desservant les Maritimes.

Les délégués ont attaché une attention particulière à la fonction publique, surtout celle du Nouveau-Brunswick.

VOIR PAGE 8: LES ACADIENS RECLAMENT

Marchand à Ottawa: ce n'est pas chose faite

Par Jean-V. DUFRESNE

A Ottawa, les libéraux sont-ils en train de vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué?

C'est, en tous cas, l'impression qui se dégage des spéculations sur la candidature de M. Jean Marchand. Il se trouve dans la capitale des personnages politiques considérables qui affirment avec des airs compliqués que l'affaire est dans le sac, que l'ancien président de la Confédération des syndicats nationaux a déjà pris sa décision, qu'il est élu, et presque ministre.

En effet, on croirait que les élections générales ont déjà eu lieu. Rejoins à Cap-Rouge, près de Québec, hier après-midi, M. Marchand a affirmé de nouveau qu'il n'en est rien; qu'il n'est ni plus ni moins décidé qu'il ne l'était le mois dernier; qu'il n'est certes pas intéressé à briger les suffrages dans quelque scrutin partiel; qu'il fera connaître sa décision, effectivement, lorsque M. Pearson aura lui-même annoncé la date des élections générales, d'ici quinze jours dit-on, si toutefois elles ont lieu. On se demande alors quel avantage les porte-parole officiels les plus fiables du parti peuvent tirer de laisser croire que M. Marchand leur est acquis, sinon qu'ils prêtent au chef syndicaliste des intentions politiques qu'il n'a pas.

Il serait étonnant, en effet, qu'un homme aussi réaliste que Jean Marchand, — chez lui c'est plus qu'une qualité, c'est une fonction — et qui a peu à faire d'une classique carrière de député ou même de ministre, puisse être séduit par la seule aventure politique, dans un parti ou dans un autre. A son adhésion aux libéraux, il a d'ailleurs posé certaines conditions.

On a parlé notamment de la démocratisation de la caisse, dont on dit même qu'elle est

en bonne voie de se réaliser, d'une manière en tous cas suffisamment acceptable pour lui.

On a parlé aussi du grand nettoyage des écuries libérales, que certains scandales ont eu l'avantage de précipiter. Asselin, Rouleau, Dupuis n'y sont plus, mais suffit-il que l'air soit moins vicié pour convaincre Jean Marchand d'aller le respirer?



On peut se demander, en effet, si les conditions de l'éventuel candidat s'arrêtent là. Au cours de conversations que nous avons eues ces jours derniers avec quelques-uns de ses proches, certains ont trouvé une carrière bien remplie à se forger une idéologie dans l'action. M. Jean Marchand se contenterait maintenant d'une maison propre, avec un nouveau tapis d'entrée aux initiales politiques fraîchement visibles, et rien de plus.

Il serait plus réaliste, croient-ils, de conclure que les conditions connues de M. Marchand n'ont pour lui d'importance que si d'autres conditions, essentiellement politiques, celles-là, sont également acceptées.

On souligne par exemple qu'après un stage à la commission Laurendeau-Dunton, Marchand a certainement dégoûté de cette nouvelle expérience des données qui lui permettrait d'exiger dans l'action, M. Jean Marchand se contenterait maintenant d'une maison propre, avec un nouveau tapis d'entrée aux initiales politiques fraîchement visibles, et rien de plus.

D'autres ne le voient pas ainsi. Pour eux, la décision de M. Marchand n'est pas liée à l'acceptation, par le parti, d'un petit programme personnel tout préparé que le candidat voudrait imposer avec sa candidature. Ce serait mal connaître Marchand, disent-ils, de lui supposer des méthodes qui sont contraires à celles qu'il utilisait dans le syndicalisme: prendre l'usine, négocier ensuite.

M. Marchand, rappellent-ils, n'est pas un don quichotte et il n'a certes pas envie, à son âge, bien qu'il soit jeune, de faire la guerre aux moulins à vent; ou alors, il voudra les charger avec d'autres don quichottes à ses côtés.

Pragmatique, Jean Marchand n'acceptera pas d'aller seul à Ottawa, comme le ministre René Lévesque le fit à Québec. Mais, comme ce dernier, ce n'est pas l'idéal libéral qui le poussera aux barricades, mais uniquement la possibilité de "faire quelque chose", pas n'importe quoi, mais quelque chose qu'il ne saurait espérer réaliser dans une autre formation que celle qui est en place.

Il est donc évident que non seulement la décision de M. Marchand ne dépend pas du parti libéral, des lors que les conditions essentielles seront remplies, mais qu'elle ne dépend même plus de Marchand lui-même. Il doit, inévitablement, constituer autour de lui une nouvelle équipe, on parle d'une demi-douzaine d'hommes, capables de faire le poids à Ottawa, et lorsqu'il y sera parvenu, convaincre la capitale que ces hommes sont les interlocuteurs valables du Québec.

Assis à la table du conseil des ministres, Marchand n'aurait que l'importance de ceux qu'il représente.

L'éventuel candidat serait un atout dans n'importe quel parti, dans n'importe quelle conjoncture. Mais il est toujours possible, à mesure que le parti libéral retrouve sa belle assurance, — les ventes de blé, à cet égard, augmentent bien au

Voir page 8: Marchand

INTERNATIONAUX

HORIZONS INTERNATIONAUX

HORIZONS INTERNATIONAUX

HORIZONS INTERNATIONAUX

HORIZONS INT

Les Russes ont photographié de nouveau la face cachée de la lune

MOSCOU — De nouvelles photos de la face invisible de la lune, prises par "Sonde 3", sonde interplanétaire soviétique, doivent permettre de dresser une carte complète de notre satellite. Les régions qui avaient échappé aux caméras de "Lunik 3", en octobre 1959, soit 30 p.c. de la face cachée, ont en effet été photographiées.

Le communiqué de l'agence Tass, précise que les prises de vues ont commencé le 20 juillet, soit un jour et demi après le lancement de "Sonde 3", alors que celle-ci se trouvait à une distance de 7,200 à 6,500 milles de la lune. L'opération a duré une heure huit minutes et la retransmission des images vers la terre a commencé le 29 juillet, alors que l'engin soviétique se trouvait à une distance de 1,368,000 milles. Il est à noter que "Lunik 3" avait pris ses photos d'une distance plus grande et pendant 40 minutes seulement.

Les premières vues ont été prises sur une surface lunaire qui recevait la lumière solaire perpendiculairement alors que les suivantes concernaient des régions qui étaient éclairées en lumière rasante. Les photographies sont de bonne qualité et permettent de distinguer de nombreux détails. Elles portent sur une superficie de la lune de cinq millions de kilomètres carrés. L'agence Tass annonce qu'elles seront publiées. Une commission spéciale a été créée pour analyser les clichés et baptiser les cratères et les chaînes de montagnes qui apparaissent.

La station "Sonde 3" continue son vol sur une orbite héliocentrique et la retransmission des photos continuera jusqu'aux limites des possibilités de transmission.

L'engin "Sonde 3" fut lancé dans des conditions d'extrême discrétion le 19 juillet dernier. Le communiqué l'annonçant ne faisait mention que de la vérification du système de la station dans des conditions de vol prolongé et d'études scientifiques dans l'espace interplanétaire. C'est un engin très lourd et très complexe d'exploration interplanétaire et l'expérience photographique lunaire ne constituait vraisemblablement qu'une des expériences prévues. Ses deux prédécesseurs, "Sonde 1" et "Sonde 2" avaient visé respectivement Vénus et Mars.

L'expérience "Sonde 3" semble indiquer que les Soviétiques ont entrepris un gros effort pour maîtriser les techniques de télécommande et de transmission à grande distance, dans lesquelles les Américains les surpassent.

Mais les observateurs notent que, revenus à leurs traditions de prudence dont ils étaient légèrément écartés lors du lancement de "Lunik 5" et de "Lunik 6", qui n'avaient pu réaliser leur programme, les responsables de cette nouvelle expérience s'étaient, cette fois, abstenus de proclamer à l'avance les objectifs précis du lancement.

La photographie de la lune n'est pas le seul exploit annoncé par les Russes samedi. Un autre Spoutnik, le Cosmos 78, a été mis en orbite autour de la terre. Il permettra d'étudier les conditions des éléments qui entourent la terre. D'autres satellites de cette série sont toujours en orbite.



Prolongement des engagements

WASHINGTON — La Marine américaine a annoncé samedi qu'elle prolongerait de quatre mois les engagements de son personnel, ainsi que ceux des "Marines".

Le secrétaire de la Marine, M. Paul Nitze a fixé au 10 août la date d'application de cette mesure pour les "Marines" et au 15 septembre pour le personnel de la Marine.

Enquête sur les prisons sud-africaines

CAPE TOWN — Le cardinal Owen McCann, archevêque du Cap, a pris position dans l'affaire des prisons sud-africaines en demandant qu'une enquête judiciaire soit ouverte à ce sujet. Le "Scandale des prisons" a été lancé il y a quelques jours par les deux journaux d'opposition de Johannesburg, le Rand Daily Mail et le Sunday Times avec la publication des révélations d'un ancien détenu politique, Harold Strachan, de deux anciens détenus africains et de deux géologues sur certaines brutalités pratiquées dans des prisons sud-africaines. Divers secteurs de l'opinion ont réclamé cette enquête judiciaire, notamment le leader de l'opposition Sir de Villiers Graaf et l'archevêque anglican du Cap.

Dès le 19 août, Gemini 5 tentera plusieurs rendez-vous

NEW YORK — La "chasse au satellite", expérience à répéter plusieurs fois au cours de leur randonnée spatiale de huit jours, constituera sans doute un des principaux objectifs, sinon le principal, du vol des cosmonautes Leroy Gordon Cooper et Charles Conrad, qui, le 19 août, au Cap Kennedy, seront lancés vers le cosmos à bord de l'engin "Gemini-5".

Le programme "Gemini", tel que l'a conçu la NASA, est destiné à la mise au point des techniques spatiales du rendez-vous et de l'arrimage qui permettront l'exécution des futurs programmes spatiaux américains, parmi lesquels le débarquement d'un équipage sur la lune projet "Apollo" et la mise sur orbite de laboratoires habités.

Avant d'en arriver là, la NASA devra procéder à plusieurs autres lancements "Gemini", dont six seront précédés par l'envoi dans le cosmos d'un satellite "Agena" spécialement équipé pour les expériences de rendez-vous et d'arrimage. La première de ces expériences se déroulera avant la fin de l'année, au cours du vol du véhicule "Gemini-6".

A bord de leur vaisseau spatial, Cooper et Conrad transporteront un satellite de 80 livres doté d'un complexe appareillage électronique et appelé "Rendez-vous Evaluation Pod", qu'il leur faudra placer sur une orbite indépendante des leur deuxième révolution.

Selon les indications fournies de source officielle, ce satellite, comme tous les futurs engins "Agena", sera notamment équipé d'un nouveau type de radar ultra-sensible et de puissants émetteurs, grâce auxquels les cosmonautes tenteront, à diverses reprises, d'opérer une manœuvre de rapprochement à une distance de 120 pieds entre leur cabine et le satellite électronique.

Si aucune défaillance ne se produit, la manœuvre de rendez-vous à laquelle Cooper et Conrad se livreront dans le ciel se déroulera de la manière suivante :

Dans la matinée du 19 août, le "Gemini-5" sera lancé du Cap Kennedy pour être placé sur une orbite initiale dont l'apogée sera de 146 milles nautiques et le périhélie de 87 milles.

Au cours de la deuxième révolution, les cosmonautes mettront à feu les réacteurs de leur cabine pour passer sur une orbite de 123 milles de périhélie. Quinze minutes plus tard, ils largueront le satellite électronique, auquel un dispositif spécial imprimera une vitesse supérieure à celle de la cabine spatiale et qui, de ce fait, s'éloignera rapidement de celle-ci.

Quelques minutes avant d'atteindre le périhélie de leur nouvelle orbite, Cooper et Conrad mettront à feu des réacteurs de manœuvrabilité pour se fixer provisoirement à une apogée de 157 milles. Cette manœuvre contribuera à creuser l'écart séparant le satellite du véhicule spatial.

Orientation visuelle

Troisième révolution : une manœuvre de freinage fera tomber le périhélie de la cabine à 111 milles au-dessus de celui du satellite.

52 minutes plus tard, la cabine se trouvant alors à six milles au-dessus et à 34 milles en arrière du satellite, une nouvelle intervention des rétrofusées portera l'apogée et le périhélie de "Gemini-5" à six milles au-dessus de ceux du satellite. A ce moment-là, l'orbite suivie par l'équipage Cooper-Conrad sera légèrement au-dessus de celle de l'autre engin, mais, en raison des lois de la mécanique céleste, la cabine spatiale se déplacera à une vitesse quelque peu supérieure à celle du satellite.

Pendant environ 35 minutes, la cabine ne cessera de gagner du terrain sur celui-ci. Prenant le satellite pour objectif, les cosmonautes s'efforceront, à l'aide des ordinateurs, de diriger "Gemini-5" sur lui. Une fois arrivés à une mille et demi du satellite, les deux pi-

lots de l'espace procéderont, si nécessaire, à des corrections d'orientation par des moyens visuels.

Au moment même où "Gemini-5" atteindra l'orbite du satellite, une nouvelle opération de rétrofusées l'y stabilisera. Les deux engins ne seront alors séparés que de quelques dizaines de pieds. Encore quelques poussées des réacteurs et l'écart sera réduit à une vingtaine de pieds. Quelques minutes plus tard, Cooper et Conrad dépasseront le "Rendez-vous Evaluation Pod" et se placeront devant lui.

Autres rendez-vous
D'autres tentatives de rendez-vous auront lieu dans les jours suivants par des moyens divers (par radar seul) sur les seules indications transmises par les stations radar terrestres, etc. A l'issue de ces opérations compliquées, qui leur permettront de mettre à l'épreuve tous les dispositifs "Gemini-Agena" conçus pour le rendez-vous spatial, les cosmonautes s'éloigneront définitivement du satellite et rejoindront une orbite stable pour la fin de leur randonnée, dont le plan de vol prévoit 121 révo-

lutions d'une durée totale de 191 heures et 53 minutes.

De leurs huit jours de voyage en état d'apesanteur, Cooper et Conrad rapporteront en outre de précieux renseignements pour la préparation de la traversée interplanétaire que les Américains espèrent effectuer en direction de la lune avant la fin de cette décennie. Les mémoires de la NASA, surveilleront tout particulièrement les conditions de déshydratation des deux cosmonautes ainsi que les effets du vol sur la circulation du sang et les réactions des deux hommes à la décelé-

ration au moment de la rentrée dans l'atmosphère. Ils estiment que, si Cooper et Conrad triomphent des difficultés que les attendent dans l'espace pendant plus d'une semaine, la durée du premier voyage lunaire ne constituera plus un problème.

Les expériences médicales mises à part, les deux cosmonautes devront procéder à toute une série de travaux de caractère technique et scientifique.

Nombreuses photos

Au moyen d'une nouvelle

caméra, spécialement construite pour l'occasion, ils prendront de nombreuses photos du satellite, de l'espace et de la terre. Certains clichés seront ultérieurement utilisés pour des travaux de recherche géologique, géographique, océanographique et météorologique. L'équipement optique dont est doté "Gemini-5" permettra également d'effectuer des calculs astronomiques. Enfin, Cooper et Conrad se soumettront à des exercices d'acuité visuelle, par l'observation de repères situés en Australie et dans le sud du Texas.

Il est à signaler, en dernier lieu, que "Gemini-5" sera le premier véhicule spatial à placer sur orbite des batteries électro-chimiques fonctionnant sur le principe de la réaction hydrogène-oxygène. La batterie électro-chimique est relativement légère pour la quantité d'énergie électrique qu'elle est capable de produire. Celles de "Gemini-5" produiront toute l'énergie électrique nécessaire à bord pendant la durée du vol. Néanmoins, des accumulateurs ordinaires de secours seront disponibles en cas de défaillance des nouvelles batteries.

CARRIÈRES et PROFESSIONS

REPRESENTANT DES VENTES

Jeune homme avec éducation collégiale, préférablement universitaire avec degrés et références pour agir comme vendeur d'un "Courtier en Valeurs Mobilières" avec rémunérations variant de \$5,200, à \$6,000 par an selon qualifications.

CASE 1335, LE DEVOIR

SECRÉTAIRE

Secrétaire dactylo, parfaite connaissance du français et maîtrise de l'anglais.

Tél. : 842-5309

L'UNION CANADIENNE DES ÉTUDIANTS,
1117 ouest, rue Ste-Catherine,
Salle 600, Montréal.

ON DEMANDE DES PROFESSEURS

pour enseigner le français au secondaire à Meadow Lake High School.

Salaire : \$3,000. à \$8,600.

Ecrire à : M. E.W. Groshong,
Secrétaire-trésorier

Meadow Lake Unit No 66,
Meadow Lake, Saskatchewan

CHEF PHARMACIEN

Le poste : Un hôpital montréalais et canadien-français de 700 lits recherche les services d'un chef pharmacien. Semaine de travail de 37 1/2 h. Vacances payées et autres bénéfices d'emploi excellents.

Les spécifications : Licence en pharmacie et spécialisation en pharmacie d'hôpital. 5 ans d'expérience dans une pharmacie d'hôpital. Bonne santé.

ECRIRE A CASE 1334, LE DEVOIR



INGÉNIEUR CIVIL (DEVIS)

Le bureau central du génie de l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, situé à Montréal, a besoin immédiatement, pour sa section des devis, d'un ingénieur civil possédant au minimum cinq années d'expérience sur le chantier et au bureau. Une expérience en gros œuvre serait utile. Salaire proportionnel à l'expérience et aux titres et qualités. Conditions de travail excellentes et nombreux avantages complémentaires.

Prière d'écrire, en mentionnant votre âge et votre expérience, au préposé au placement, Administration de la voie maritime du Saint-Laurent, boîte postale 98, Cornwall (Ont.), ou téléphoner à Montréal, au numéro 731-3724, poste 54.

INGÉNIEUR, PHYSICIEN OU CHIMISTE AGENT DE LA DOSIMÉTRIE RADIOLOGIQUE

Jusqu'à \$9,390

Division de la protection contre les radiations, ministère de la Santé nationale et du Bien-être social, OTTAWA

Se charger de l'exploitation des services de mesurage et d'enregistrement de l'exposition des travailleurs aux rayons X gamma et bêta ainsi qu'aux neutrons. Ces fonctions comprennent la surveillance du personnel technique et de bureau affecté à un service d'un intérêt national. On dispose d'installations vastes et modernes spécialement conçues pour le travail de protection radiologique.

Les candidats doivent posséder un diplôme et de l'expérience dans les domaines de la radioactivité ou des rayons X.

Vous pouvez vous procurer précisions et formulaires de demande en écrivant à la COMMISSION DU SERVICE CIVIL DU CANADA, OTTAWA 15, sans omettre de rappeler le numéro de dossier 65-1500-19.

SURVEILLANT DU PERSONNEL

Détenteur d'un degré universitaire, de préférence en relations industrielles ou dans un domaine connexe. Le candidat doit être bilingue et âgé de 24 à 33 ans. L'expérience antérieure en administration du personnel serait un avantage.

Salaire initial à discuter selon expérience, excellentes occasions d'avancement et programme complet de bénéfices sociaux.

Les candidats sont invités à soumettre leur curriculum vitae à :

CASE 1338, LE DEVOIR

EMPLOIS aux ÉTATS-UNIS

Un manufacturier de pièces d'avion du Connecticut recherche les services

D'OUTILLEURS EXPÉRIMENTÉS

Les candidats doivent être capables de lire des "bleus" et d'organiser leur propre travail.

Nous demandons également un

CONTREMAÎTRE DE LANGUE FRANÇAISE

Aucun cachet

Transport gratuit. — Excellentes occasions.

Les postulants qualifiés et possédant de l'expérience doivent écrire à :

CASE 1331, LE DEVOIR, Montréal.

SECRÉTAIRE junior

On demande collaboratrice plein temps pour services de secrétariat d'un journal de Montréal.

Qualités requises :

Âge minimum : 18 ans
certificat de 12ème année
bonne maîtrise de la sténographie et de la dactylographie (français et anglais).
Excellente connaissance du français.

Adresser candidature à :

Case 1337, Le Devoir

On demande un

JEUNE INGÉNIEUR EN CONSTRUCTION

Nous recherchons un ingénieur diplômé possédant de 2 à 5 ans d'expérience dans les domaines de l'électricité et de la mécanique pour progresser avec notre compagnie nationale de produits chimiques.

Ce poste qui offre une vaste expérience dans les deux domaines ainsi que d'excellentes chances d'avancement, est situé près de Montréal. Le candidat choisi doit être en mesure de parler français.

Notre compagnie propose de très bons salaires ainsi que tous les bénéfices usuels.

Si vous êtes intéressé, veuillez écrire en mentionnant votre curriculum vitae à :

CASE 1339, LE DEVOIR

ÉCOLE STURGEON, DIVISION No 24

(Adjacent à la cité d'Edmonton)

Immédiatement au nord d'Edmonton et facilement accessible via les routes Nos 2, 28 et 15. DEMANDE DES PROFESSEURS pour le 1er septembre 1965 :

Ecole Alcomdale : 4 professeurs pour école de (1ère à 9e). Classes 1-2, 3-4, 5 et 6.

Ecole Légale : 23 professeurs pour école de (1ère à 12e). Professeur pour classe primaire spéciale et professeurs pour 1ère, 5e et 6e; un professeur pour école supérieure (préférence accordée au candidat possédant qualifications pour enseignement commercial).

Ecole St-Charles : 4 professeurs pour école de 1ère à 9e. Classes 5-6.

ECHELLE DE TRAITEMENT 1965-66

3150	3750	4500	5350	5650	5950
5040	5850	6950	8750	9050	9350
9x210	10x210	10x245	10x340	10x340	10x340

Veuillez adresser demandes d'emploi à :

J.M. Black,
Surintendant des écoles,
Morinville, Alberta,
ou téléphonez à Morinville 272.

Les candidats doivent détenir un certificat d'enseignement valide. Les postulants de langue française doivent faire leur demande en anglais.

TECHNICIENS

demandés par

L'ÉTABLISSEMENT DE RECHERCHES SUR LES TÉLÉCOMMUNICATIONS DE LA DÉFENSE, À OTTAWA

Dans les domaines suivants : électronique, physique (physique des solides, mécanique et optique), — les candidats doivent posséder au moins un diplôme d'institut de technologie ou l'équivalent; analyse des données et atelier des modèles. Dans l'atelier des modèles, on a besoin d'employés subalternes aussi bien que de techniciens d'expérience. Les analystes des données doivent posséder un diplôme d'école secondaire, avoir une bonne formation en mathématiques et en physique, et s'intéresser au calcul et à la programmation. Les techniciens en électronique seront employés à Ottawa ou à Prince-Albert, et l'un de ces postes comporte une affectation d'un ou deux ans à Churchill, en vue de l'entretien et du fonctionnement du matériel d'essai. Certains des emplois qui sont offerts à Ottawa dans le domaine de l'électronique exigent au moins cinq années d'expérience dans la réparation et l'étalonnage des instruments. Le traitement initial, qui va de \$2,800 à \$5,600, sera fondé sur la formation et l'expérience. Les candidats doivent être citoyens canadiens ou sujets britanniques. Veuillez envoyer votre demande par écrit, en indiquant en détail vos titres et votre expérience, et en rappelant le numéro de concours 65-DRTE-4, à l'adresse suivante : Le Directeur du personnel, Conseil de recherches pour la défense, Quartier général de la Défense nationale, Ottawa (Ont.).

DIRECTEUR GÉNÉRAL DEMANDÉ

à temps plein ou à temps partiel pour le Conseil Canadien de la Coopération composé de délégués des conseils de coopération de toutes les provinces du Canada.

FONCTIONS :

- 1— Aider les conseils provinciaux aux fins d'assurer le développement et la coordination du mouvement, la diffusion de la doctrine et la défense des intérêts coopératifs au Canada français.
- 2— Collaborer avec la Co-operative Union of Canada dans la poursuite des fins coopératives de portée nationale et internationale.
- 3— Assurer les contacts du mouvement coopératif de langue française du Canada avec le gouvernement fédéral.
- 4— Organiser le congrès annuel.
- 5— Agir comme secrétaire des comités.

QUALIFICATIONS :

Formation universitaire ou l'équivalent.
Connaissance de la coopération
Bilingue
Devra résider à Ottawa

Un comité de 3 personnes spécialement chargées d'engager un directeur répondra à toutes les questions posées par les candidats à ce poste, spécialement quant aux conditions de salaire et d'organisation de bureau.

Les demandes demeureront confidentielles et doivent être adressées comme suit :

Directeur général du C.C.C.
C.C. 131,
Succ. Postale N,
Montréal 18, Qué.

Les négociations à la Texaco servent d'expérience-pilote pour celles qui sont en cours dans 15 raffineries du pays

Par Real PELLETIER

Une épreuve de force majeure se dessine dans l'industrie pétrolière du Canada où le syndicat international, présent dans 15 des 30 raffineries du pays, vient de déclencher une offensive globale en vue d'assurer la parité des avantages avec les travailleurs syndiqués des raffineries américaines.

Les compagnies ne sont pas moins solidaires que les syndicats. Ainsi à la demande générale de \$0.40 l'heure faite dans toutes les raffineries, par le Syndicat international des travailleurs des industries pétrolières, chimiques et atomiques, les sociétés Imperial,

Texaco, Shell, British Petroleum, Fina, British American répondent par une offre générale de \$0.10 l'heure.

Cette offre a déjà été acceptée par certains syndicats indépendants, notamment celui des employés de la raffinerie Imperial Oil, à Montréal, mais le syndicat international a entrepris dans une raffinerie concurrente à Montréal, celle de la Texaco, une lutte importante pour briser, au dire du représentant syndical, M. Fernand Daoust, le modèle d'échelle des salaires que les compagnies tentent d'imposer partout, en commençant par "les

associations de boutique les plus complaisantes".

Dans la majorité des 15 raffineries canadiennes où le syndicat international représente les employés, les négociations en cours ont dépassé les délais au-delà desquels la grève peut être déclenchée légalement.

C'est le cas de la raffinerie Texaco-Montréal, où se mène un peu l'expérience pilote des négociations entre le syndicat international et chacune des compagnies. Une trêve d'un mois est toutefois intervenue en fin de semaine qui atténue la proximité d'une grève générale dans les raffineries syndiquées du pays qui emploient quelque 3,500 travailleurs.

L'entente intervenue entre le syndicat international et Texaco-Montréal accorde un nouveau délai d'un mois aux parties pour poursuivre les négociations, rompues la semaine dernière après la vaine intervention d'un conciliateur. D'ici le 14 septembre à minuit, Texaco-Montréal consent à retirer de la raffinerie les employés d'autres secteurs et surmenés qu'elle avait commencé à entraîner il y a quelque temps en vue d'assurer la continuité des opérations en cas de grève. Le syndicat posait cette première condition pour se rendre à la demande patronale d'une trêve.

L'importance d'un "shut-down"

M. Daoust a fait savoir que le syndicat a en outre obtenu verbalement et solennellement de la compagnie que celle-ci ne procéderait à aucun "shut-down" — ou mise au point générale de la raffinerie — pendant la trêve. Cette question est d'une importance capitale pour les syndicats advenant une grève. Le "shut-down" est cette opération d'une quinzaine de jours, faite régulièrement à tous les 12 ou 18 mois, par laquelle la raffinerie cesse toute opération pour nettoyer, améliorer, modifier l'équipement, les réservoirs, la tuyauterie, etc. Le temps du "shut-down" étant venu pour Texaco-Montréal, la raffinerie pourrait fonctionner en cas de grève avec du personnel d'emprunt, si le "shut-down" était fait avant la grève. Mais si la grève est déclenchée avant le "shut-down" — opération avec laquelle seuls les employés réguliers sont suffisamment familiers pour la mener à bon terme — la raffinerie ne pourra fonctionner pendant longtemps sans risquer d'avaries graves, d'autant plus qu'il s'agit d'une vieille raffinerie.

Dans l'optique syndicale, le bris de ce modèle dans au moins une raffinerie aurait un effet d'entraînement important dans le reste des raffineries du pays — syndiquées ou non syndiquées.

Par le passé, il appert que le "modèle" des offres patronales faites aux associations d'employés indépendants dans les raffineries a donné le ton des revendications syndicales dans les autres raffineries. C'est ce modèle que le syndicat international s'est donné pour mission de briser cette année, en tentant de lui substituer le modèle des avantages que les compagnies américaines, à cause du fait notamment d'une meilleure productivité des raf-

fineries canadiennes. Ceci s'expliquerait du fait que les raffineries du Canada sont en général plus jeunes — plus automatisées — que les raffineries américaines.

Conflit d'envergure

Le conflit en cours qui met en cause 300 employés de Texaco-Montréal revêt donc une importance particulière, et ce sont toutes les raffineries syndiquées qui sont menacées éventuellement par la grève. A Montréal même, les négociations traînent aussi en longueur avec la British Petroleum, mais la situation n'a pas atteint l'impasse, a expliqué M. Daoust.

Le différend n'intéresse pas uniquement les employés des raffineries proprement dites, mais aussi, dans plusieurs cas, les livreurs de produits finis, à l'emploi des compagnies où existe le syndicat international. Si la parité canadienne des salaires existe par exemple — à un ou deux cents près — chez les employés de raffineries, on

observe plusieurs écarts dans les échelles de salaire des livreurs affiliés aux syndicats internationaux. Ceux de la côte ouest par exemple gagnent sensiblement plus que leurs confrères de Toronto, et ceux de Toronto, plus que les livreurs de Montréal. Il s'agit d'amener tout ce monde à l'échelle américaine.

Tous les grands noms du pétrole au Canada et les raffineries secondaires — sauf Irving ou une convention de travail a été réglée récemment — sont menacés par l'éventuel arrêt de travail, mais à des degrés variables pour chacun d'entre eux. Ainsi, la plus grande compagnie, Imperial Oil, ne possède qu'une raffinerie où le syndicat international est présent. Les autres compagnies menacées sont: British American, British Petroleum, Shell, Texaco, Fina, Pacific Petroleum (dans l'Ouest) et Consumers Cooperative, une société coopérative de la Saskatchewan.

La FCC ne répondra pas au ministre de l'éducation

La Fédération des collèges classiques a décidé de ne pas donner publiquement son point de vue sur la "mise au point du ministre de l'éducation" les concernant, même si ce document nécessite, selon elle, une étude sérieuse. La FCC a pris cette décision devant le désir du ministre de l'éducation de voir se terminer le débat public et à cause des espoirs que permet le comité spécial formé pour étudier le problème des collèges classiques. Voici le texte qu'a fait parvenir la Fédération à la presse :

"Le 8 juillet dernier, la Fédération des Collèges classiques publiait un document intitulé: "Mise au point de la FCC en marge des récentes déclarations du ministre de l'Éducation". Pour éviter des malentendus et des équivoques, ce document d'une vingtaine de pages apportait des précisions sur les propos tenus par le ministre de l'Éducation, à l'Assemblée législative, les 21 et 22 juin, dans le cadre du débat sur les crédits du ministère de l'Éducation.

"On se souviendra que la mise au point de la FCC, dit à l'appui, mettait en doute ou contredisait carrément certains propos du ministre de l'Éducation, l'honorable Paul Gérin-Lajoie.

"Quelques semaines plus tard, soit le 29 juillet, le ministre de l'Éducation déposait à l'Assemblée législative un dossier sur les questions soulevées par la FCC. Entre autres pièces au dossier, on trouvait la "Mise au point du ministre de l'Éducation" sur la déclaration de la FCC en date du 8 juillet 1965.

"Le même jour, le 29 juillet, à l'émission "Aujourd'hui", l'honorable Paul Gérin-Lajoie rencontrait un journaliste, un représentant des étudiants et du MLF et un représentant de la

FCC sur les questions soulevées par les deux "mises au point". "Le lendemain, 30 juillet, le ministre de l'Éducation annonçait la formation d'un "comité spécial" chargé d'étudier les "cas particuliers des collèges aux prises avec des difficultés financières pour l'année 1965-66". Deux représentants de la Fédération des Collèges classiques étaient alors invités à siéger sur ce "comité spécial".

"Devant le désir du ministre de l'Éducation de voir se terminer le débat public et considérant le geste positif que l'honorable Paul Gérin-Lajoie avait posé en formant un "comité spécial", le Conseil général de la Fédération des Collèges classiques a décidé de ne pas donner publiquement son point de vue sur la "mise au point du ministre de l'Éducation", même si ce document aurait nécessité une analyse sérieuse.

"La FCC croit en effet que plusieurs points soulevés dans sa mise au point du 3 juillet sont loin d'être éclaircis de façon satisfaisante, pour les collèges et le public, dans la mise au point du ministre de l'Éducation.

Cependant, le ministre de l'Éducation ayant ouvert une avenue permettant d'envisager sérieusement et dans des délais raisonnables les problèmes financiers des collèges ayant une situation financière particulièrement difficile, le Conseil général de la FCC croit qu'il y a de l'intérêt des parents et des étudiants qu'un travail sérieux soit amorcé, au sein du "comité spécial".

"C'est dans cette perspective de bien commun que la FCC espère qu'aux problèmes urgents qu'elle a soulevés, le "comité spécial" répondra par des solutions satisfaisantes dans les plus brefs délais.

"La FCC souhaite enfin que le ministre de l'Éducation, en collaboration avec tous les intéressés, précise le plus tôt possible sa politique de financement des institutions indépendantes pour l'année scolaire 1966-67 afin d'aider les institutions concernées à prendre, en temps opportun, les décisions qui s'imposent.

L'Expo en devenir

Une tour, des tours des détoirs

M. Saulnier s'est fâché. Il a carrément dit à M. André Kniéwasser, directeur général de l'Expo, de... "la fermer" (sic).

Car M. Kniéwasser qui regrette comme beaucoup de Montréalais l'abandon du projet de Tour Paris-Montréal, continue de dire à qui veut l'entendre que des négociations se poursuivent entre représentants des deux plus grandes villes-françaises-du-monde dans le but de bâtir, pour 1967, quelque chose de grandiose, en commun.

"Il n'y a aucune négociation en cours" affirme M. Saulnier qui, dit-on, n'a jamais été très favorable au projet de la Tour. Drapeau. Et le président du comité exécutif met le directeur général de l'Expo au défi de dire qui discute un nouveau projet avec Paris au nom de Montréal.

Sauf erreur, M. Kniéwasser n'est guère en mesure de relever le gant. Tout indique en effet que, très intelligemment, il fait l'âne, pour avoir du son. Pendant toute cette prise de bec Saulnier-Kniéwasser, il est une voix qui se fait étonnamment silencieuse: celle du maire Drapeau. On comprend mal la discrétion du premier magistrat, dans les milieux proches de l'Expo où l'on sait ce qu'il a fait pour que Montréal soit la capitale du monde en 1967.

De nombreux observateurs se sont du reste interrogés sur l'apparente facilité avec laquelle M. Drapeau a laissé tomber son projet. Très peu d'entre eux ont cru l'argument de prix invoqué par le maire. Et l'on entend d'aucuns demander prudemment: "Comment Saulnier est-il parvenu à convaincre Drapeau?"

Récupération à New York

Les responsables de la Foire de New York n'arrivent pas à trouver preneurs pour les nombreux réactifs constructions qu'ils offrent "gratuitement" à ceux qui voudront bien faire les frais de leur démontage et de leur transport en d'autres lieux.

Tout indique que la compagnie de la Foire devra finalement faire elle-même les frais de la démolition de tous les bâtiments temporaires (19 seulement resteront debout).

Nouvel exemple de l'irréalisme des organisateurs qui ont cru pouvoir monter une telle manifestation comme s'il s'agissait d'une entreprise à profit à court terme.

Le Barreau est satisfait du huis-clos dans l'affaire La Rivière

Le Barreau de Montréal a manifesté sa satisfaction au sujet du huis-clos imposé par la justice au procès du psychanalyste La Rivière actuellement sous le coup de plusieurs accusations d'attentat à l'honneur. Le prévenu doit également répondre d'une accusation de complicité dans une affaire d'avortement.

Le Barreau, on le sait, avait manifesté sa sérieuse inquiétude quand on a su que la justice s'était saisie des dossiers de patients du "docteur" La Rivière. Le Collège des médecins avait du reste réagi de la même façon jusqu'à ce qu'il soit décidé que les dossiers ne serviraient qu'en tout dernier ressort et s'il était impossible d'établir autrement l'acte d'accusation.

Infanticide

LA GUADELOUPE. — Un jury a trouvé criminellement responsable de la mort de ses enfants et de sa femme un homme de 45 ans, nommé Paul-Emile Roy. Le 4 août dernier, la police avait découvert les cadavres des quatre enfants dont l'âge variait entre 6 et 13 ans, et de la mère de famille. A côté des corps, gisait une hache. L'instruction du procès de Roy débutera le 18 août.

Armes à la main... dans une église

Sous prétexte qu'un suspect s'était réfugié dans une église, 30 policiers montréalais ont fait irruption armés à la main, dans le sanctuaire où se déroulait un mariage. Le suspect ne s'y trouvait pas et les policiers ont quitté l'église tandis que reprenait la cérémonie. Selon la police, le suspect avait tiré une balle en direction d'un agent qui voulait l'appréhender. Le policier est blessé à la jambe.

La foule fait justice

CANNES. — Jérôme Santonelli, un gangster qui a été lynché hier après-midi alors qu'il s'apprêtait avec deux complices à dévaliser un bar-tabac de Cannes, est mort dans une ambulance durant son transport de l'hôpital de Cannes à celui de Nice. Il souffrait de plusieurs fractures dont une du crâne. Ses deux complices, qui ont pris la fuite à bord d'une voiture volée n'ont pas été retrouvés.

UN MÉTÉOROLOGUE AMÉRICAIN :

L'humanité ne périra pas par la bombe mais par l'asphyxie

LOS ANGELES. — Les gens qui s'attendent à ce que le monde disparaisse dans un désastre nucléaire sont dans l'erreur, déclare le météorologue américain Morris Neiburger. Selon sa prédiction, l'humanité sera d'abord engloutie dans un brouillard enfumé communément appelé "smog".

"Toutes les civilisations sont vouées à l'annihilation, non pas à la suite d'un cataclysme comme une guerre nucléaire, mais par la suffocation graduelle de leurs propres émanations", d'expliquer le professeur à Los Angeles.

Automobiles

On peut imaginer l'accumulation de fumée et gaz provenant d'un moteur en combustion si chacun des 800 millions de Chinois conduisait une automobile, a dit M. Neiburger. "Ceci n'est pas une prédiction exagérée", commente le professeur. A son avis, considérant l'amélioration du niveau d'existence à travers le monde, tous les Chinois, Indiens et Africains demandent et obtiendront les mêmes moyens de locomotion utilisés actuellement par les Américains et les Européens.

Dependant les émanations de gaz provenant des automobiles finiront par rendre la planète inhabitable d'ici à une centaine d'années.

Le professeur Neiburger, président de la Société américaine de météorologie, n'est pas très optimiste sur la question de pouvoir contrôler les émanations toxiques des carburants. Il prétend que le genre humain sera englouti dans cette atmosphère enfumée, à moins qu'on ne trouve le moyen de remédier à la pollution de l'air autour de la planète.

Mlle Juliette Chabot prend sa retraite

Mlle Juliette Chabot vient de démissionner de son poste de conservateur adjoint à la Bibliothèque municipale. Sa démission a été acceptée par le comité exécutif de Montréal. Elle occupait ce poste depuis 1944.

Mlle Chabot fait valoir ses droits à la retraite après 35 ans de service à la ville de Montréal. Elle a collaboré avec les conservateurs et la distinction d'avoir été la première Canadienne française à obtenir la maîtrise en bibliothéconomie de l'université McGill.

Mlle Chabot fut professeure à l'École de bibliothécaires de l'université de Montréal de 1940 à 1960. Elle fut présidente de l'Association canadienne des bibliothécaires de langue française en 1955-56 et conférencière invitée à l'École de bibliothécaires de Paris cette année.

Elle a publié plusieurs ouvrages concernant la bibliothéconomie, notamment une liste des vedettes-matières utilisées dans la rédaction de "Biblio" de 1932-1939, un vocabulaire technique des bibliothécaires et un ouvrage intitulé "Montréal et le rayonnement des bibliothèques publiques".

LE DEVOIR

MONTREAL, LUNDI 16 AOÛT 1965 PAGE 3

Des mesures ont été prises pour corriger les erreurs dans les résultats d'examen

QUEBEC. — Le ministère de l'éducation a annoncé que des mesures ont été prises pour corriger les erreurs dans les résultats d'examen des élèves protestants.

Plusieurs de ces erreurs ont été dévoilées jeudi dernier lorsque les étudiants des "high schools" protestants ont reçu leurs résultats. La réaction fut assez violente et un groupe d'instituteurs de langue anglaise réclamant, vendredi, la démission de M. Arthur Tremblay, sous-ministre de l'éducation.

Dans un communiqué émis samedi, M. Tremblay a déclaré que "ces erreurs ont été corrigées et de nouveaux certificats ont été émis pour les élèves en cause".

Les nouveaux certificats ont été mis à la poste samedi matin et la plupart devraient être arrivés à destination demain.

M. Tremblay paraît seulement alors des erreurs qui affectaient les notes supérieures à 80 pour cent. "Tout indique que la correction des notes supérieures à 80 pour cent rectifie la plupart des erreurs qui ont été signalées au ministère. Toutefois, on a décelé d'autres types d'erreurs attribuables à divers facteurs", ajoute le communiqué.

Le sous-ministre invite les autres étudiants qui croient que leurs résultats contiennent des erreurs à aviser le ministère.

Une équipe spéciale a été formée au ministère pour l'étude de tels cas et les élèves seront promptement mis au courant du résultat de cette étude, promet M. Tremblay.

D'autre part, des consultations auront lieu, au cours des prochains jours, avec les représentants des institutions protestantes en vue d'étudier l'opportunité de retarder la date des examens de reprise qui doivent débiter le 23 août pour les élèves des "high schools" protestants.

Avant la publication de ce communiqué, l'Association des instituteurs de Montréal, un organisme qui groupe 560 enseignants de différentes dénominations, avait réclamé la démission du sous-ministre Tremblay.

Ses erreurs dans les résultats mis à jour la semaine dernière font suite à de nombreuses autres erreurs où le ministère avait attribué à un grand nombre d'élèves de 11e année les résultats des élèves de 10e. Le tout avait débuté par des erreurs dans l'impression des questions d'examen.

Bien digérer c'est mieux vivre!

En effet, bien digérer c'est mieux vivre... IMPORTÉE DE FRANCE, l'eau minérale alcaline naturelle VICHY CÉLESTINS apporte à l'organisme des sels minéraux et des oligo-éléments qui contribuent aux digestions faciles.

Prise quotidiennement, VICHY CÉLESTINS constitue une eau de régime très appréciée qui convient à tous, aux adultes comme aux enfants.

CÉLESTINS est la seule authentique EAU DE VICHY vendue au Canada.

Méfiez-vous des imitations. Demandez toujours CÉLESTINS l'eau qui fait... du bien!

Prenez de petites vacances Maman confiez à JOLICOEUR votre lavage de chemises. Vous aurez ainsi de petites vacances pour vous faire dorer au soleil, et quel résultat dans le finissage des chemises.

Jamais vous ne les aurez vues aussi belles.

Jolicoeur Succursale au centre d'achats Rockland Depuis 1907 LA 1-2161 100 camions bleu et blanc pour mieux vous servir

SOURIREZ A LA VIE
PRENEZ SOUVENT VOS REPAS
A L'EXTERIEUR...
naturellement c'est chez
Moishe's STEAK HOUSE
STATIONNEMENT GRATUIT SUR NOUVEAU TERRAIN
Les meilleurs bifstecks grillés sur charbon de bois à Montréal
3961, boul. St-Laurent — Permis complet — VI. 5-3509
Déjeuners pour hommes d'affaires tous les jours, à compter de midi

Agent autorisé
DODGE CHRYSLER VALIANT
CAMIONS DODGE
Vaste terrain d'auto usagées
Location à court et long termes
AUTOS USAGÉES
Dépendable
L'HOMME L'AUTRE BORD DU PONT VEND MOINS CHER
Longueuil AUTOMOBILE LEE
268 O. St-Charles, Longueuil — OR. 4-1571

Pour une "belle province" qui porterait bien son nom
Le secrétaire d'Etat du Québec, qui a fait savoir au titulaire de cette chronique qu'il ne tenait pas nécessairement à se faire nommer "Honorable", vient de prendre une heureuse initiative. M. Bona Arseneault donc, a écrit aux responsables des organes d'information, les invitait à épauler la campagne d'embellissement lancée par le gouvernement du Québec en prévision, notamment, de l'Exposition universelle de 1967.
"Ayons tous à cœur, demande le ministre, d'enjoliver le Québec afin de laisser l'impression la plus favorable possible à nos visiteurs."
C'est là un beau pieux, une manifestation d'excellentes dispositions de la part des pouvoirs publics. Mais on se demande pourtant dans quelle mesure l'appel du ministre sera entendu par les "associations régionales et locales" ainsi que par "les dirigeants de l'in-

Fins cristaux et une grande variété d'appareils électriques de plafonniers et de lampes qui unissent la tendance traditionnelle de grand luxe aux concepts modernes de décoration
Philippe Beaubien & Cie Ltee
ACCESSOIRES ÉLECTRIQUES EN GROS
5632 AVE DU PARC, MONTREAL 8 — Tél.: 272-5731

Étape importante dans la vie de la Société des Saints-Apôtres
De "pieuse union" qu'elle était depuis 1956, la Société des Saints-Apôtres est devenue hier "société de vie commune de droit diocésain", au cours d'une cérémonie présidée par l'archevêque de Montréal, le cardinal Paul-Emile Léger.
Le cardinal a lu devant quelque 800 personnes réunies à cette occasion le décret, rédigé à la suite d'un "nihil obstat" de la Sacre Congrégation des religieux à Rome, qui permet à cette société de franchir ce qu'il a appelé "l'étape la plus importante de son histoire".
Le cardinal Léger a également présidé aux élections par lesquelles les membres ont élu leur premier supérieur général de leur premier conseil.
Rappelant les origines de cette oeuvre dont le but est de venir en aide aux jeunes gens et aux adultes qui se destinent au sacerdoce, le prélat a souligné que certains chapitres de son histoire "ont été écrits avec une encre de couleur austère".
"Tout fruit authentique dans l'Eglise doit puiser sa sève dans l'arbre de la croix", a dit le cardinal, ajoutant que l'Eglise exigeait une certaine maturation avant de sanctionner une nouvelle forme de vie qui est apparue en son sein.
La Société des Saints-Apôtres, a-t-il dit, est née d'une idée généreuse. C'est en 1946 que le père Eusèbe-Marie Méard, o.f.m., créait l'Ecole apostolique Saint-Pascal Baylon.
L'Ecole dégoutte ?
Faites installer les GOUTTIÈRES
GALVANISÉ • ALUMINIUM CUIVRE
Estimation gratuite
* MONTREAL — 322-4160
* QUEBEC — 872-9244
PRIMEAL METAL INC.

AU COEUR DE LA CRISE CANADIENNE

- II -

Les deux voies possibles du dualisme pour le Canada français

S'imaginer que, parce qu'ils eurent l'initiative des débats, les délégués du Québec à Couchiching emportèrent d'emblée l'adhésion des délégués du Canada anglais, ce serait prendre un succès oratoire pour une victoire réelle.

En fait, on n'a jamais perçu si clairement qu'à Couchiching une ambiguïté fondamentale qui semble s'être installée dans la pensée canadienne-française et qui consiste à parler de dualisme tout en évoquant le plus souvent des choses fort différentes d'un orateur à l'autre.

Rien n'est plus instructif, à cet égard, que le texte des deux communications présentées à Couchiching par MM. Paul Gérin-Lajoie et Daniel Johnson.

Les observateurs ont justement remarqué que, très différents quant au ton, les deux textes se rejoignent assez bien quant à l'essentiel. L'un et l'autre proclament en somme que, patrie des Canadiens français, le Québec doit viser, pour réaliser sa vocation, à "la plus grande mesure possible d'autonomie politique".

M. Gérin-Lajoie a certes été plus conciliant que M. Johnson. Il a reconnu que, "certaines importantes responsabilités d'ensemble doivent rester entre les mains du gouvernement fédéral".

Mais il n'a nulle part précisé quelles pourraient être ces responsabilités. L'ensemble de son texte donnait parfois à entendre qu'il songeait davantage, à toutes fins pratiques, à une association d'un type nouveau entre le Québec et le reste du Canada qu'au maintien d'un véritable lien fédéral. Le ministre de l'éducation du Québec a proclamé sa foi en la souplesse du principe fédéral; il n'a pas précisé ce qu'il resterait de fédéral dans le futur régime dont il rêve.

Cette imprécision est compréhensible chez un homme politique qui aura demain à s'asseoir à la table de négociation autour de questions très précises avec les chefs politiques du reste du pays. Elle n'en révèle pas moins, selon nous, une hésitation profonde devant un choix beaucoup plus radical qui n'intéresse pas seulement les hommes politiques, mais tous les Canadiens français.

Tout le monde admet, ne serait-ce que pour des raisons d'ordre géographique, la nécessité d'une certaine association entre Canada français et Canada anglais. Mais au chapitre des modalités, deux voies différentes s'ouvrent au Canada français.

La première voie, c'est celle de l'association par l'intérieur des institutions, dans la mesure où sont préservées les institutions distinctes qui sont essentielles au maintien de l'identité culturelle. La seconde voie, c'est celle de l'association par le sommet ou, si l'on veut, par le dehors des institutions.

Suivant la première voie, la dualité culturelle exige, pour se réaliser, un minimum d'institutions "formatrices" distinctes: écoles, journaux, stations de radio et de télévision, associations culturelles et professionnelles, institutions économiques originales, etc. Mais la dualité ainsi conçue n'est pas que partage des institutions en deux réseaux séparés. Elle est également une dimension qui doit tendre à se réaliser à l'intérieur même de certaines institutions qui ne peuvent être entièrement "séparées": services fédéraux, entreprises économiques de caractère national ou continental, syndicats ouvriers, etc. La dualité vue dans cette perspective n'existe pas qu'au sommet; elle fait partie de l'expérience de tous les jours pour un grand nombre de citoyens. Elle n'est pas simple chapeautage juridique; elle est partie intégrante de l'expérience quotidienne. Elle n'est pas simple pis-aller, simple accommodement; elle est choix délibéré et ouvert.

Suivant la seconde voie, la dualité culturelle exige, pour être authentique, que soit promue au maximum la création d'institutions distinctes dans à peu près tous les domaines: culture, politique, économie, religion, etc. Pour les tenants de cette option, le Québec est le lieu privilégié pour la réalisation de leur idéal. Il n'y a pas, pour eux, d'autre choix possible que de cultiver au maximum la souveraineté du Québec dans tous les domaines, laissant à des contacts établis par le sommet le soin d'assurer les liaisons minimales qui peuvent être requises avec le Canada anglais. Transposée en termes politiques, cette option veut dire — comme l'ont bien précisé les tenants de la thèse des États associés — qu'il n'est plus besoin au Canada d'un véritable gouvernement central, mais qu'on pourrait se contenter d'un vague appareil confédéral. L'association des communautés se ferait désormais par la tête; au niveau de l'existence quotidienne, c'est la séparation qui prévaudrait.

Le Québec avait choisi, depuis un siècle, une formule qui représentait un compromis entre la première et la seconde voie. Ce compromis correspondait assez bien à la division des esprits qui régnait dans le milieu. Mercier était bien de chez nous, de même que Duplessis; Laurier et Saint-Laurent l'étaient aussi. L'heure serait-elle venue d'une option plus résolument "distinguant"? Dans certains milieux intellectuels et politiques, on le croit. Au niveau du peuple réel, la question commence à peine de se poser. C'est pourtant de là que devra venir la réponse, si on veut qu'elle engage vraiment le Québec. En attendant, le Canada anglais a raison de se poser, lui aussi, certaines questions à propos des objectifs du Canada français.

Claude RYAN

Vente de blé à la Russie

La vente de 187 millions de boisseaux de blé que le Canada vient de conclure avec la Russie, au comptant, et la vente antérieure de 27 millions de boisseaux annoncée la semaine dernière, apporteront un appoint important de l'ordre de \$450 millions à nos exportations et à notre balance internationale des paiements.

La compétence et la sagesse du gouvernement canadien ont été des facteurs fort secondaires dans cet événement, puisque cet achat est d'abord attribuable aux mauvaises récoltes en Russie, mais l'équipe Pearson en tire néanmoins un crédit politique appréciable, et c'est de bonne guerre puisque lorsque la situation économique est mauvaise, le gouvernement en est jugé plus ou moins coupable, même lorsque cela dépend de circonstances incontrôlables.

Cette transaction est si importante, surtout à la veille des nouvelles récoltes qui s'annoncent excellentes et considérables au pays, que les milieux politiques ont tout de suite envisagé la probabilité d'élections générales pour l'automne. Comme par ailleurs la situation économique du Canada est assez bonne dans l'ensemble, et que le chômage a décliné depuis plus d'un an, il est assez vraisemblable que M. Pearson veuille en profiter pour tenter d'échapper à l'instabilité présente de son gouvernement, tout en liquidant, au feu purificateur du scrutin, les scandales, erreurs et imprudences qui ont terni l'image du gouvernement libéral ces derniers mois.

Cette euphorie soudaine devant un gain en somme assez fortuit est d'autant plus remarquable que les ventes de blé ne sont pas chose nouvelle et que des transactions analogues ont été conclues ces dernières années, même si la dernière établit un nouveau sommet. Si l'opinion canadienne semble tourner au vent comme une girouette, cela vient en bonne partie du fait qu'il n'y a guère d'option possible

BLOCS NOTES

par la sécheresse. Dans de vastes régions nouvellement ouvertes à l'agriculture, le problème de l'irrigation se posait dès l'origine. On avait par là dans les années 50 de gigantesques travaux, effectués avec l'énergie atomique, pour renverser vers le Sud le cours de fleuves importants qui se jetaient dans l'Arctique. Ces aménagements sont-ils encore incomplets ou les prévisions étaient-elles trop optimistes? En tout cas, l'avènement de Khrouchchev et sa chute ont été reliés aux échecs du régime en matière agricole; les difficultés ne sont apparemment pas résolues dans ce domaine.

Les achats énormes de blé que la Russie a effectués à travers le monde depuis quelques années révèlent aussi une perspective nouvelle et encourageante de l'évolution du régime soviétique. Cela signifie que le parti communiste et le gouvernement qui le représentent prennent des moyens énergiques et onéreux afin de nourrir la population; c'est un progrès quand on se rappelle que sous Staline, le régime a laissé des millions d'hommes périr par la famine.

L'aide étrangère de Moscou

Il convient aussi de souligner un autre aspect de ces achats soviétiques. Une partie du blé acquis par Moscou est envoyée à des pays qui en ont un urgent besoin et qui n'ont pas les ressources financières pour l'acheter eux-mêmes. C'est le cas par exemple de la République arabe unie et de Cuba.

Ces dons font partie de l'aide que l'Union soviétique apporte à des pays insuffisamment développés, assistance qui est bien moins considéra-



On a découvert l'erreur, M. le ministre: c'est une machine à "pop corn"...

lettres au DEVOIR

L'enseignement classique

La fédération des collèges classiques et dernièrement, l'Alliance des professeurs déplorait surtout entre autres, le manque de dialogue de la part du ministre de l'Éducation.

Si monsieur Gérin-Lajoie était moins individualiste, on n'aurait probablement pas à déplorer les bêtises qui se font actuellement au Ministère de l'Éducation.

Lorsque monsieur G.-Lajoie s'était donné pour tâche de créer un ministère qui répondrait aux besoins actuels de la jeunesse, je crois que tous étaient d'accord pour l'appuyer et l'approuver. Mais il a voulu entreprendre seul ou à peu près, cette lourde tâche; et je crois, que notre "Napoléon moderne" s'il se veut pas aller vers son "Waterloo" devra puiser dans ce que l'ancien système d'éducation avait de bon.

Que monsieur le ministre se refuse à dialoguer avec ce qui fut autrefois le château fort de

l'éducation, c'est un manque de tact évident et une erreur. On dirait que M. le ministre par ses agissements en veut sa disparition. Annuler un supposé monopole pour en créer un autre, (surtout celui de l'État), je me demande où serait l'avantage?...

On avait bien promis que durant la période de transition l'étudiant n'aurait nullement à souffrir. Mais vu le manque de coordination avec la méthode traditionnelle, ajoutée à l'esprit élitiste et centralisateur du Ministère de l'éducation, on aboutit au désastre actuel dans lequel se débat le jeune monde étudiant.

Les 12 à 15 ans (ceux qui ne donnent pas encore leur avis) vivent une période d'incertitude, d'angoisse et de cauchemar qui les marquera pour la vie.

Dans tout ceci on semble oublier les parents! Il est normal que de simples ouvriers voient comme les professionnels desirer pour leurs enfants un enseignement classique tradi-

tionnel. S'ils veulent pour leur progéniture une formation humaine et intellectuelle, c'est un droit que l'État doit respecter, dans tout ce que le mot "droit" veut dire.

Pour cette liberté des parents "à choisir entre les deux systèmes" nous ne sommes pas les mêmes avantages "per capita" devraient être donnés à chacun afin que ceux-ci puissent s'épanouir librement dans une saine compétition. Que le secteur public cède le secteur privé serait pour lui et pour l'autre, une saine émulation.

L'opinion semble de plus en plus sensible au problème. Il est de toute nécessité que le Ministère de l'éducation entreprenne un dialogue franc et loyal avec la F.C.C. et l'Alliance des professeurs autrement j'ai bien peur que l'étoile du Ministère de l'éducation ne continue à pâlir misérablement.

Denis SAINDON, M.D.
Henryville, Co. Iberville

Une assistance insuffisante

pour joindre les deux bouts avec ce qu'ils nous donnent par mois, je ne crois pas qu'ils se contenteraient de cela, plus souvent qu'autrement les mois sont de 33 et 35 jours. Ils sont supposés être nos pères, nos défenseurs, nos protecteurs, ce n'est pas nous qui avons le meilleur; jamais de vacances, jamais de douceur, en un mot jamais rien. Cela devient de la torture morale, de la cruauté mentale à la fin.

M. Lesage si le coût de la vie augmente, je paie l'augmentation comme tout le monde, je vous le dis c'est impossible de vivre avec le montant qu'ils nous allouent par mois. J'avais demandé autrefois de me réinstaller dans une position au Gouvernement provincial comme commis de bureau, au moins cela m'aurait permis de vivre convenablement, j'aurais pu remplir cette fonction, le luxe je peux m'en passer. Ils devraient le savoir après 50 enquêtes qu'ils font ici, car je ne puis pas travailler l'importe où, je n'ai pas une santé à toute épreuve, mais je ne suis pas infirme, j'ai 54 ans bien sonnés.

Aussi, ils devraient faire la différence entre ceux qui, ont déjà une pension de retraite et ceux qui n'en ont pas, je le répète encore une fois les gens ne sont pas tous dans les mêmes conditions.

Les primes offertes aux fumeurs

plus longtemps, et qui semble ignorée de votre ministère. Comme vous avez dit le remarquer, le marché canadien de la cigarette est très vaste, et il existe une compétition serrée entre les diverses compagnies de tabac. Celles-ci ne savent plus qu'inventer pour attirer le client. Une de leurs trouvailles est, à mon sens, des plus dangereuses: celle des coupons - primes inclus dans chaque paquetage de cigarettes ou de tabac. C'est un moyen d'encourager les gens à fumer toujours davantage, en leur donnant l'illusion qu'ils économisent puisqu'ils peuvent obtenir des cadeaux "gratuits". Quelqu'un qui se laisserait convaincre par vos bons arguments qu'il doit cesser de fumer devra peut-être retarder la date de la mise en

exécution de son projet, puisqu'il lui manque cinquante ou cent coupons pour obtenir le cadeau tant désiré. Machiavélique, celui des billets de mille dollars ou des voyages lointains que contiennent certaines autres marques de cigarettes, n'encourage pas tellement le consommateur à cesser.

Pour que cessent ces procédés qui ne font qu'encourager les gens soit à continuer, soit même à commencer à fumer, il faudrait que le gouvernement établisse les lois qui s'imposent: cette limitation ne vendra sûrement pas des compagnies intéressées. Et des lois en ce sens ne porteraient aucunement atteinte à la liberté des individus.

Serge Longueau, m.d.
St-Hubert, P.Q.

Je demeure,
Votre toute dévouée,
Une indigente

La mise à nu de vieilles querelles

Par Jacques DECORNOY

Le 16 septembre 1963 naissait un nouvel État, sorte de long croissant, dans le sud de la mer de Chine. A la Malaisie continentale, indépendante depuis 1957, venaient se joindre Sarawak et Sabah, et une île minuscule coïncée entre la côte de Johore et les premiers rochers indonésiens qui annoncent Sumatra. Aujourd'hui Singapour abandonne la fédération.

"La semaine sera décisive. Abdul Rahman (premier ministre fédéral) revient à Kuala Lumpur. Il va rencontrer Lee Kuan Yew, (premier ministre de Singapour). Les deux hommes sont décidés à jouer cartes sur table, à étaler leurs divergences. L'avenir de la fédération est en train de se jouer", nous disait il y a huit jours un excellent observateur malaisien appartenant à la communauté chinoise de son pays. Dans ces querelles où les sentiments politiques, religieux et raciaux se mêlent inextricablement aux facteurs économiques, il était parfois difficile de croire que le point de rupture était atteint. On savait que les relations entre le premier ministre fédéral et malais et le premier ministre chinois de Singapour étaient tendues. Mais n'aurait-on pas vu bien souvent les deux hommes régler leurs disputes sur le terrain de golf de Kuala Lumpur?

La Grande-Malaisie fut créée afin d'éviter des évolutions divergentes de territoires voisins, qui avaient tous connu la colonisation britannique. Le rôle de Londres fut capital, surtout quand il s'agit de rattacher à l'ensemble les deux États du nord de Borneo. Le premier ministre de Malaisie craignait de voir Singapour passer au communisme: son chef, Lee Kuan Yew, n'était-il pas ce jeune tribun de gauche qui risquait de faire de son îlot très peuplé une sorte de petit Cuba asiatique? Mieux valait l'"intégrer". Mais, de son côté, M. Lee décida de devenir malaisien: son port et ses ambitions politiques avaient besoin d'un hinterland.

Cette construction devait plus à la raison qu'à une tendance naturelle à s'unir. Si les territoires de Borneo avaient été inclus dans la fédération, c'était principalement pour que la communauté chinoise de Singapour, la Malaisie continentale ne l'emportât pas sur la communauté malaise. Car les chinois constituaient plus de 75% de la population de l'État de Singapour et plus de 90% de la population de la ville elle-même. L'équilibre atteint le 16 septembre 1963 donnait les résultats suivants: 46,7% de Malais, 41,9% de Chinois et 11,4% d'Indiens de Da Yak de Borneo. La Malaisie constituait donc un pays sans véritable minorité; la vie politique et économique était dominée par deux grands blocs sensiblement égaux en nombre.

La prudence et le dynamisme

Ces deux communautés se sont séparées. Ou plutôt, l'État le plus "chinois" s'est séparé de l'ensemble. Le premier ministre fédéral plaiderait pour la coexistence, longue, difficile, il le savait, mais se refusait à briser les choses, pensant qu'une cohabitation sans heurts favoriserait à terme une unité réelle. Quant à Lee Kuan Yew, il voulait hâter le processus: nous sommes Malaisiens, affirmait-il, et non Chinois ou Malais. C'était faire preuve d'un solide optimisme.

Depuis quelques mois, le premier ministre de Singapour multipliait les déclarations, et joignait le geste à la parole. L'ancien leader de gauche, passé au centre gauche, finalement modéré, cherchait avant tout à développer son île et à attirer — avec succès — les capitaux étrangers sur sa zone industrielle de Jurong, dans l'est de l'île. Il dirige la parti de l'action du peuple (P.A.P.), mouvement à très grande dominante chinoise. Déjà, lors des dernières élections il avait fait essaimer son organisation sur le continent, présentant des candidats dans les fiefs de l'Alliance, mouvement d'Abdul Rahman dans lequel trois partis fondus sur les communautés ethniques coexistaient, mais que les Malais dominaient. Allant plus loin, M. Lee avait mis son pied en mai une convention de solidarité malaisienne qu'il voulait placer au-dessus des conflits raciaux, et qui commençait à prendre forme. Mais, quoi qu'en ait dit son promoteur, la convention démentait essentiellement "chinois".

M. Lee avait appris le malais. Il se voulait Malaisien. Il avait accepté cette clause de la

Constitution selon laquelle, en 1967, la langue nationale serait le malais, ce qui, d'ailleurs, devait poser des problèmes épineux. M. Lee brusquait les choses. Son dynamisme heurtait une autre société, musulmane, moins riche, plus conservatrice. A Kuala Lumpur, il était de plus en plus mal supporté.

Les "ultras"

Le prince Abdul Rahman n'est pourtant pas homme à briser les ponts. On ne peut en dire autant de tous ses partisans. La presse de langue malaise n'a cessé de tirer à boulets rouges sur le premier ministre de Singapour. Dato Syed Jaafar Albar, secrétaire général de l'Organisation malaise unifiée, n'a jamais caché ses intentions. Lors de récents débats à l'Assemblée fédérale, M. Lee avait dénoncé les divisions, alors qu'il était de bon ton de les taire. M. Albar avait alors parlé d'une "gifle donnée aux Malais". Le ministre de l'Information, Inche Senu, n'était guère plus tendre: ce dirigeant du Mouvement de la jeunesse malaise avait fait voter en juillet des résolutions condamnant sévèrement l'action du bouillonnant Chinois. Certains disaient qu'il fallait arrêter Lee Kuan Yew; on l'accusait d'être communiste. Inche Senu déclarait en public que Lee était "grisé par les commentaires élogieux de la presse internationale à son sujet". Le premier ministre de Singapour avait souvent demandé que le gouvernement fédéral ramenât à la raison ou au silence les "ultras" de la communauté malaise. Mais en vain.

Conflit d'hommes, de races, d'intérêts économiques? Il y a tout cela à la fois. La puissance économique des Chinois est telle que Kuala Lumpur, tout en essayant de faire entrer des Malais dans le monde des affaires, a voulu compenser leur infériorité incontestable par une sous-représentation de Singapour à l'échelon fédéral. D'autre part la fédération demandait que les revenus de Singapour fussent plus équitablement répartis: 40% de ces recettes étaient versées au budget fédéral, qui en réclamait 60%. Mais les Singapouriens ont un revenu annuel par tête d'habitant de 1,300 dollars malaisiens, alors que ce chiffre n'est que de 800 dans la péninsule. La demande de partage de ces richesses n'était pas du tout de tout le monde. Le ministre des finances de l'île parlait naguère de la volonté de Kuala Lumpur d'empêcher le développement industriel de Singapour. Le différend était grave et le roi sentait monter la crise lorsque, le 2 juin, il adjurait les partenaires d'"oublier leurs dissensions". Mais, répliquaient les dirigeants de Singapour, pourquoi une discrimination écarte-t-elle de certains postes les membres de la communauté chinoise?

Maintenant il va falloir établir sur des bases nouvelles les relations entre les deux États. Le budget fédéral, déjà mis en difficulté par la part croissante prise par les dépenses militaires, va perdre une source précieuse de revenus. Cette perte sera-t-elle compensée par une inclusion dans la fédération "nouveau style" du sultanat de Brunéi, gros producteur de pétrole, et qui ne sait comment investir ses "royautés"?

A Singapour, Lee Kuan Yew va se retrouver seul en face d'une minorité malaise qui risque de se sentir soudain privée de la "protection" qu'il constituait pour elle l'appartenance à l'État fédéral dirigé par des Malais. Des heurts sanglants se sont produits l'année dernière. Là encore il y a un risque de dissensions. D'autre part, l'opposition d'extrême gauche du Barisan Socialiste ne sera plus "noyée" dans l'ensemble: elle pourra exploiter la moindre erreur de Lee Kuan Yew.

En Malaisie continentale, les "ultras" pourraient paviser. Mais il leur faudrait avoir le triomphe modeste s'ils ne veulent pas trop irriter la communauté chinoise, que le P.A.P. de Lee Kuan Yew attirait peu, mais qui se méfiait tout autant du nationalisme malais. Le prince Abdul Rahman aura besoin de toute sa modération pour calmer ses trop ardents zélateurs. Et pendant ce temps il faudra poursuivre une politique délicate à Sarawak, où plusieurs milliers de Chinois accusés de communisme et de collaboration avec les guerilleros indonésiens viennent d'être placés dans de "nouveaux villages".

(Suite à la page 5)

MONTREAL, LUNDI 16 AOÛT 1965

LE DEVOIR

FONDE PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Claude RYAN Directeur
André LAURENDEAU Rédacteur en chef
Rédacteur en chef adjoint: Paul SAURIOU
Directeur de l'information: ROY
Trésorier: ARTHUR LEBEVRE

"Le Devoir" est imprimé au no 434, rue Notre-Dame, à Montréal, par l'Imprimerie Populaire, compagnie à responsabilité limitée qui en est l'éditeur. Seule la Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans "Le Devoir".

ABONNEMENTS: édition quotidienne, livraison par porteur. Montréal, Québec, Lévis et banlieues: 12 mois \$25.00, 6 mois \$13.00. 3 mois \$6.00. Autres villes du Canada: 12 mois \$20.00, 6 mois \$11.00, 3 mois \$5.00. L'étranger: 12 mois \$35.00, 6 mois \$18.00. Édition du samedi: 12 mois \$6.00. Le ministère des postes a autorisé le "Le Devoir" à bénéficier de la réduction de 50% sur le tarif de la classe de la présente publication. TELEPHONE: 344-1361

DES IDÉES DES ÉVÉNEMENTS ET DES HOMMES

Le parti communiste italien s'interroge sur son avenir

Par David ROUSSET

Où en est la discussion dans le parti communiste italien et de quoi s'agit-il ? Est-on en présence d'un parti communiste renoué ou en voie de rénovation ? Le PCI se révèle-t-il comme la démonstration expérimentale de la possibilité d'une véritable reconversion historique des partis communistes ? J'ai eu l'occasion en tant qu'envoyé du FIGARO LITTÉRAIRE de m'entretenir récemment avec plusieurs des responsables du PCI. Entretiens dont la grande liberté de propos m'a dès l'abord surpris. C'est qu'on vit encore en France, du côté du PCF, dans un climat de vrai socialisme systématique à l'égard des hommes et des idées. Ce n'est certes plus vrai du côté des étudiants ; ce l'est déjà moins dans certains cercles intellectuels ; mais les uns et les autres doivent consacrer l'essentiel de leur effort à défendre leur droit à la libre expression. Venant de Paris on est donc sensible à cette liberté et à cette aisance dans les relations que l'on découvre à Rome dès les premiers contacts avec le milieu communiste ; on s'enchant à reconnaître dans les propos du responsable communiste l'expression d'opinions personnelles. Cet étonnement, toutefois, ne devrait point égarer le jugement : de cette liberté du dire à l'originalité de la pensée il y a beaucoup.

Les responsables du P.C.I. découvrent, eux, notre société mondiale ; voilà le fait. Ils se comportent comme des aveugles qui brusquement voient les couleurs. Ils concluent qu'entre la représentation dogmatique de la société et la société qu'ils pratiquent l'opposition est irréductible. Et puis, qu'il faut choisir, ils choisissent la société réelle.

Ils découvrent que la réflexion sociologique et philosophique a connu dans les vingt-cinq ou trente dernières années un développement d'une grande richesse ; que ce développement s'est opéré tout à fait en dehors du marxisme, mais qu'il est l'expression des transformations objectives de la société ; ils s'aperçoivent soudain que le stalinisme a tué le marxisme en tant qu'effort de réflexion et que le foyer créateur se situe maintenant dans un tout autre contexte historique. Ils concluent, du moins certains d'entre eux, qu'il est vital d'assimiler le nouvel acquis des sciences ; que cette assimilation ne saurait s'opérer par une intégration artificielle et donc fallacieuse de cet acquis aux dogmes rigides de la sophistique stalinienne, mais qu'il faut au contraire soumettre les principes et les règles de la méthode marxiste à la critique des propositions et des résultats de la recherche scientifique.

Ils découvrent la révolution scientifique de ces trente ou quarante dernières années dans ses effets industriels ; ils constatent ce qu'ils appellent les modifications objectives du processus de production, que la combinaison de l'électronique, de l'automatisme et de l'énergie nucléaire a produites ; ils en tirent, selon leur propre logique, que la société capitaliste est de ce fait nécessairement changée, encore que de façon toute différente qu'il était prévu ; que ce changement ne porte pas sur les traits extérieurs mais sur les structures internes décisives : la nature des classes et leurs rapports ; ils en concluent que la stratégie ancienne est devenue complètement anachronique.

Ces constatations faites, la révision porte sur deux secteurs essentiels : l'Etat et le parti. L'Etat n'est plus, selon eux, l'expression organisée de la classe dominante. Il est devenu l'incarnation d'un compromis entre les classes. Aussi bien il ne s'agit plus de briser par la violence insurrectionnelle l'Etat capitaliste mais de modifier de l'intérieur le mécanisme de l'accumulation capitaliste en agissant sur le rapport des forces entre les classes, notamment par une démocratisation de plus en plus large de la gestion administrative et de la gestion économique ; démocratisation dont les le-

viens sont concurremment une extension du rôle du parlement et l'établissement dans les provinces et dans les municipalités de contrôles populaires. Cette stratégie pour être efficace doit tenir compte des rapports nouveaux entre le processus de production modifié et les classes, c'est-à-dire de l'apparition de groupes sociaux nouveaux supplantant le prolétariat classique comme facteur conscient du retard inégal de l'Europe par rapport aux Etats-Unis qui entrave cette transformation fondamentale.

A société nouvelle, système communiste nouveau

Notre société étant nouvelle dans ses structures, l'U.R.S.S., dont la révolution s'est accomplie il y a 50 ans, ne peut pas servir de modèle à la révolution d'aujourd'hui. Elle le peut d'autant moins que les conditions historiques de son développement ultérieur ont été fort étrangères à l'évolution de l'Europe. Il faut donc inventer. Puisque notre société mondiale nouvelle connaît un développement inégal dans sa sphère industrielle qui suppose dans chaque cas des programmes et des stratégies différents, l'auto-nomie acquise des partis communistes nationaux comme résultat de l'effondrement du système stalinien trouve maintenant une justification théorique. Si bien que le système stalinien

ne s'était pas effondré sous la pression de la seule crise russe mais parce qu'il était devenu totalement inadéquat à la société moderne, il se serait parfaitement abstrait d'adopter la contrepartie chinoise du stalinisme qui veut soumettre l'activité politique des partis aux seules exigences du tiers-monde. Cette définition d'un foyer révolutionnaire mondial unique apparaît aux responsables italiens comme la méconnaissance totale de la nature réelle de notre société. Et puisque les partis sont chacun engagés dans des conjonctures différentes, que leur prise de conscience est fort inégale, de telle sorte que réunir un congrès mondial qui ne pourrait en de telles circonstances que réaffirmer des positions traditionnelles, ce qui représenterait une retraite grosse de périls.

Enfin, puisque la société s'est modifiée dans son processus de production et dans ses classes constitutives, il devient évident que le parti est dans sa formule présente une survivance d'un passé révolu, un instrument politique inadéquat. Cette conclusion de l'analyse théorique est confirmée par les événements : les partis communistes comme les partis socialistes ont fait faillite ; ni les uns ni les autres n'ont atteint les objectifs qu'ils s'étaient fixés. La liquidation du parti actuel s'impose donc ; la reconstitution d'un nouveau parti implique une modification profonde des rapports avec le mouvement socialiste mais aussi avec les courants de gauche de la démocratie chrétienne et l'élaboration d'un nouveau programme fondamental.

Tels sont brièvement résumés les thèmes que mes interlocuteurs ont développés. Interlocuteurs ont parfaitement valables puisque tous des responsables en activité. Bien entendu des différences d'opinion existent entre eux et notamment sur la question du parti. Les cadres locaux et la base ouvrière représentent indéniablement le bastion conservateur. La jeunesse sous des apparences de gauchisme est portée en vérité à soutenir les schémas anciens. La génération de la résistance constitue aujourd'hui la force vive de la critique et du renouvellement. Cependant la génération antérieure participe aussi à ces reconsiderations, du moins dans la personne de Amendola.

Comme on le voit ce n'est plus le stalinisme qui est mis en question mais Lénine, et dans la sphère décisive de l'Etat et du parti. Les communistes italiens ne soutiennent pas que Lénine s'est trompé, ils affirment que la société du temps de Lénine n'est plus la nôtre et ils en tirent les conclusions qui s'imposent. Il est significatif de constater que la tendance la plus logique estime que le P.C. ne peut pas être adapté à la société nouvelle mais qu'il faut construire un parti nouveau si l'on veut réaliser les tâches historiques de notre temps.

Cette mise en question permet enfin le dialogue avec les théoriciens qui, au cours de ces vingt-cinq dernières années, se sont efforcés d'interpréter les nouvelles tendances fondamentales de la société et de son économie. Je me suis limité à un bref examen de la controverse qui se développe dans le P.C.I. Les congrès nationaux qui doit se tenir en décembre ou en janvier prochain montrera les frontières de cette liberté d'examen. Il reste à prendre part à la discussion.

David ROUSSET
(Preuves-Informations)

Lettre au "Devoir"

Secret professionnel

Que M. André Larivière soit coupable ou non d'attentat à la pudeur, rien n'exclut la police de commettre un crime plus grand en s'emparant de ses dossiers, attentat au secret professionnel, chose sacrée, s'il en est une. Quand nos patients pourront-ils, à nouveau, se confier à nous sans frémir ? Est-ce le retour de la Gestapo ? Je souhaiterais que mes collègues du Collège des Médecins s'unissent pour réclamer le respect des secrets confiés à tous ceux qui sont appelés à les recevoir en tant que professionnels. Ceci pour la protection, non des professionnels, mais pour leurs patients et clients.

Lise FORTIER, m.d., f.r.e.s.C.

La mise à nu

(Suite de la page quatre)

La fédération est morte, d'une certaine manière, avec le départ de sa composante la plus dynamique. Sa courte existence avait créé de nouveaux problèmes et mis à nu les vieilles querelles. Tout reste à faire. Et l'étranger observe, conseille, combat, intervient, mais ne reste que rarement les bras croisés. La Malaisie ce n'est pas seulement une série de querelles communautaires. Sa naissance avait été bénie par Londres. Elle a provoqué le départ de l'Indonésie de l'O.N.U. Elle a permis à Pékin de dénoncer une "entreprise néo-colonialiste". Il faut tenir compte de toutes ces données pour apprécier la crise. En tout cas, unie ou désunie, la Malaisie fera encore parler d'elle.

(Le Monde)

La lutte pour les droits civiques aux U.S.A. — I

La "seconde émancipation" des Noirs a commencé au début du siècle mais la lutte s'est intensifiée depuis 60

Les événements dramatiques qui se déroulent aujourd'hui en Amérique alors que les Noirs mènent vigoureusement leur campagne en faveur des droits civiques sont réellement passionnants à suivre. Noirs et Blancs opposent au passé la perspective d'une société où régnera l'égalité, société jadis considérée comme chimérique mais aujourd'hui sur le point de devenir une réalité. Il y a encore bien des obstacles à surmonter et de longues étapes à couvrir mais l'orientation du mouvement est fixée et le retour en arrière est impossible.

Aujourd'hui, cent ans après la signature de la Proclamation d'émancipation des Noirs par Lincoln, le rythme accéléré de l'évolution dans le domaine des relations raciales aux Etats-Unis indique que ce pays est enfin sur le point de satisfaire aux principes qui sont à la base de cette loi d'émancipation et des 13e, 14e et 15e amendements historiques à la Constitution des Etats-Unis qui en ont découlé. Les faits récents démontrent cependant clairement qu'il faut faire plus que de garantir l'exercice des droits constitutionnels des Noirs. L'égalité totale appelle un changement dans les attitudes. En ce qui concerne les garanties constitutionnelles, le mouvement est entré dans sa phase terminale. Quant au changement des attitudes, le mouvement en est à la fin de sa phase initiale.

Ce que nous pouvons actuellement observer est, en un sens, une seconde émancipation — l'affranchissement des Noirs de leur état de "citoyen de deuxième classe" — état qui avait remplacé celui de l'esclavage de jadis. Contrairement à l'émancipation que leur apporta la Guerre de Sécession, l'émancipation actuelle se réalise surtout grâce aux propres efforts des Noirs.

L'abolition de la triste condition où se trouve la minorité noire s'effectue grâce à l'application du principe traité d'égalité devant la loi, auquel l'Américain attaché un si grand prix, l'aide du Gouvernement fédéral et à l'intérêt et l'appui croissants des Américains de toutes les origines raciales ; mais les progrès dont l'Amérique se félicite sont principalement dus à la population noire elle-même, comme l'a reconnu le Président Johnson dans son message au Congrès du 15 mars 1965. C'est l'action des Noirs eux-mêmes qui a créé l'ambiance actuelle de réforme et qui mènera ce mouvement jusqu'au succès final. Un "Noir nouveau" a surgi : militant, alliant la dignité à l'amour-propre et qui ne s'en remet plus à l'initiative des Blancs. Le mouvement intégrationniste emploie aujourd'hui des méthodes entièrement nouvelles et, en conséquence, remplace ou menace les structures établies de l'initiative blanche. Comme l'explique Louis Lomax, nous assistons à la révolte des Noirs contre les injustices du racisme et les tactiques de progression graduelle telles que préconisées par les anciennes organisations pour l'avancement des Noirs.

Les principes, les tactiques, en somme tout le caractère du mouvement intégrationniste actuel est déterminé par le caractère de ce "Noir nouveau". Ce mouvement se distingue par une stratégie d'action directe non violente, le rôle des jeunes, la compétition active et la rivalité entre les organisations intégrationnistes ; par le déclin de l'initiative blanche, mais aussi, par l'accroissement de l'appui et de la participation des Blancs, et la participation accrue de la classe ouvrière noire.

I. Historique du mouvement

L'esprit qui anime la protestation noire d'aujourd'hui n'est pas nouveau. Il remonte au temps des révoltes d'esclaves et de l'œuvre que les abolitionnistes noirs, tel Frederick Douglass, entreprirent il y a plus de cent ans.

L'abolition de l'esclavage fut suivie de la période dite de "Reconstruction" (celle du Sud après la Guerre de Sécession), durant laquelle les droits des Noirs affranchis furent reconnus par le Gouvernement fédéral qui, pendant dix ans, assura la protection. La période de Reconstruction passée, la ségrégation, le déni des droits de vote et d'affranchissement rural et les menaces de violence réduisirent les Noirs du Sud à une philosophie d'accommodement. La Reconstruction fut suivie d'une période qui vit la détérioration des conditions de vie des Noirs et qui se prolongea jusqu'après la fin de la Première Guerre mondiale.

Le représentant de la pensée noire le plus éminent de cette époque fut Booker T. Washington. Directeur de l'école normale et industrielle de Tuskegee, Washington fut de 1895 à sa mort, survenue en 1915, le Noir le plus influent d'Amérique. Bien qu'il dispensât en secret des milliers de dollars dans la lutte pour le droit de vote des Noirs et contre les

lois légalisant la ségrégation, il recommandait publiquement de les accepter, et de suivre une politique de conciliation et de progression graduelle.

La NAACP entre en scène

La deuxième période de l'histoire du mouvement s'étend de 1909, date de la fondation de l'Association nationale pour l'avancement des Gens de couleur (NAACP), jusqu'au début des années 30, qui marquèrent l'avènement du "New Deal" du Gouvernement Franklin D. Roosevelt et virent se développer diverses tendances attribuables au "Mouvement progressif" lequel atteignit son point culminant en 1910. Les libéraux de race blanche qui participaient à ce mouvement de réforme, insistant sur l'influence de Booker T. Washington qui préconisait l'accommodement, se joignirent à ses critiques de race noire pour former la NAACP, dans l'espoir de réduire cette influence.

W.E.B. Du Bois, dont les idées contrastaient avec celles de Booker T. Washington, fonda le "Niagara Movement", entièrement composé de Noirs et qui dura de 1905 à 1909. Par la suite, Du Bois concourut à la fondation de l'organisation interraciale, la NAACP. Alors que Booker T. Washington acceptait la doctrine de séparation dans l'égalité, les radicaux insistaient sur l'innocence des lois de ségrégation ; alors qu'il préconisait la conciliation et l'accommodement, ils insistaient sur l'utilité de l'agitation, des réclamations et des plaintes dans l'intérêt de la cause.

La troisième période de l'histoire du mouvement débuta au cours des années 20. Elle vit s'étendre les courants libérés par la grande crise économique, la seconde guerre mondiale et la guerre froide, lesquels ont préparé le terrain pour ce qui semble devoir être la dernière étape de la lutte du Noir américain pour devenir un citoyen à part entière. Le "New Deal" de l'administration Roosevelt annonçait la naissance de tendances nouvelles dans les relations raciales, tendances qui se sont maintenues jusqu'à ce jour. L'intérêt de l'administration Roosevelt pour les désertiers ne connaissait pas de barrières raciales et les nouveaux programmes d'assistance sociale étaient destinés à tous les citoyens américains. Les aspirations des Noirs furent accueillies avec sympathie.

L'essor de l'après-guerre

Depuis le "New Deal" de Roosevelt, toutes les administrations du gouvernement fédéral ont également pris l'initiative d'autres mesures visant à la suppression graduelle de la ségrégation raciale. Cependant, depuis la fin de la seconde guerre mondiale jusqu'en 1964, les facteurs qui contribuèrent le plus aux efforts spectaculaires des Américains de race noire au cours de ces dernières années furent le mouvement vers la liberté des peuples de couleur du monde entier et les décisions judiciaires — notamment la décision prise par la Cour suprême des Etats-Unis en 1954 relative à la déségrégation scolaire. Les lois et les décisions judiciaires nouvelles, l'intérêt croissant du gouvernement fédéral et la tendance favorable évidente de l'opinion publique "blanche" ont fait naître chez les Américains de race noire une confiance nouvelle en l'avenir.

Sous les gouvernements John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson de nouveaux efforts ont été entrepris en vue d'amener le Congrès à traduire sous forme de loi la politique gouvernementale d'égalité raciale. La loi de 1964 sur les droits civiques fut la réponse du gouvernement aux revendications des Noirs. La loi de 1965 sur l'inscription électorale, venant à la suite de la campagne dramatique d'intégration menée dans l'Alabama au début de la même année, constitue une autre réponse aux réclamations des Noirs.

Jusqu'au début de la seconde moitié de ce siècle, la base du mouvement intégrationniste était située dans le Nord des Etats-Unis, où les Noirs jouissaient d'une plus grande liberté d'action. La technique de la non-violence était employée depuis vingt-cinq ans. L'utilisation de cette technique spectaculaire et de plus en plus répandue depuis 1960 a été précédée d'une vulgarisation graduelle, d'abord dans le Nord, puis dans les Etats limitrophes et enfin dans le Sud où le Dr Martin Luther King et d'autres ont démontré son efficacité.

Le début de la "révolte"

Des améliorations vinrent accroître la confiance des Noirs. Les Américains de couleur ne plus qu'ils n'avaient pas à accepter d'être humiliés. Les humiliations auxquelles ils leur faillait encore faire face leur paraissaient plus intolérables que jamais. C'est à cette impatience croissante qu'il faut attribuer l'accélération du

rythme de l'action directe non violente vers la fin des années 50, et dont le point culminant fut marqué, en 1960, par le mouvement de "sit-in" (occupation non violente des lieux) des étudiants.

Bien des gens situent le commencement de la "révolte noire" actuelle en 1955, année où eut lieu le boycottage des autobus à Montgomery (Alabama), événement qui, à n'en pas douter, fut des plus importants. Mais la rupture vraiment décisive avec le passé se produisit avec les "sit-in" d'étudiants qui commencèrent de façon spontanée à Greensboro (Caroline du Nord) en 1960. Ils introduisaient pour la première fois l'action directe non violente et massive à l'échelle globale du Sud, qui mena à des milliers d'arrestations et entraîna la participation de dizaines de milliers de personnes. De plus, cette période allait voir pour la première fois la jeunesse se placer en tête du mouvement de lutte pour les droits civiques. Et c'est encore actuellement le cas, car la jeunesse constitue la force dynamique principale qui a obligé les organisations intégra-

tionnistes établies à réviser leur stratégie, révision qui pour ces dernières, était une nécessité impérieuse si elles voulaient garder leur place à la tête du mouvement.

Rivalités entre les organisations

C'est pour ces raisons et pour d'autres encore, qu'il existe entre les diverses organisations intégrationnistes une rivalité due non seulement aux différences de doctrine, de tactiques ou au degré d'activisme dont elles font preuve, mais aussi à leur lutte pour la prééminence dans le mouvement. Si pénibles qu'aient été les conflits, cette rivalité s'est montrée un des éléments essentiels de la dynamique du mouvement de protestation des Noirs. En s'efforçant de faire mieux que ses rivaux, chaque organisation entreprend de grands efforts et cherche constamment de nouveaux moyens pour la mise au point de ses programmes. Mais cette rivalité n'empêche pas les diverses organisations de travailler de concert, soit lorsqu'il s'agit de faire face à une forte opposition, soit en vue de la réalisation d'un projet important, comme la Marche sur Washington au mois d'août 1963, ou encore en faisant pression sur les membres du Congrès par l'intermédiaire de la Conférence des Chefs du Mouvement intégrationniste.

Ce qui se passe aujourd'hui résulte de l'accumulation des efforts entrepris depuis la fin des années 50. Le centre de gravité du mouvement s'est déplacé, passant de l'action juridique à l'action directe, et son champ d'activité s'est étendu. (U.S.I.S.) (à suivre)

Des cours pour tous

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL
EXTENSION DE L'ENSEIGNEMENT

L'Extension de l'enseignement met à la portée de tous l'enseignement universitaire, grâce à la collaboration des professeurs des facultés et départements de l'Université de Montréal et de personnalités reconnues comme des compétences dans leur domaine.

Ces cours s'adressent à tous les adultes désireux d'acquies ou de parfaire une formation professionnelle ou de poursuivre leur éducation en vue de leur enrichissement personnel. Aucun titre académique n'est exigé pour l'admission aux cours.

CULTURE GÉNÉRALE

CIVILISATION — Civilisations extrêmes-orientales : Le Japon — Civilisation française — Connaissance de l'Amérique latine

DROIT — Culture juridique 1^{re} et 2^e années

LECTURE RAPIDE — Lecture rapide

LINGUISTIQUE — Art oratoire — Français écrit

LITTÉRATURE — Le théâtre grec — Des livres et des hommes — Le héros de roman et la société

— Présence du spirituel dans le roman contemporain — Esthétique du théâtre I

CINÉMA — Eisenstein — Les cinéastes du récit

MUSIQUE — Deux siècles d'histoire de la musique (19^e et 20^e)

PHILOSOPHIE — Philosophes d'hier et d'aujourd'hui — Philosophie morale et psychanalyse

THÉOLOGIE — Culture théologique

PSYCHOLOGIE

Psychologie de l'enfant — de l'adolescent — de la personnalité — Aspects psychologiques de la vie conjugale — Laboratoire en dynamique de groupe — Psychologie des relations interpersonnelles

SCIENCES

BIOLOGIE — Version bleue

BOTANIQUE — L'homme et le monde végétal

CHIMIE — Chimie générale

MATHÉMATIQUES — Programmation et recherche opérationnelle

SCIENCES SOCIALES

ANTHROPOLOGIE — Hommes et mondes : cycle d'initiation à l'étude des peuples et des civilisations — Aspects de la colonisation I

CRIMINOLOGIE — Introduction à la criminologie — Criminologie clinique I — Éléments de pénologie et criminologie clinique II — Evolution de la pensée pénale et criminologique contemporaine

RELATIONS INDUSTRIELLES — Problèmes de relations industrielles — Économie du travail — Administration du personnel — Principes d'administration et de l'organisation — Législation du travail et de l'emploi

RELATIONS PUBLIQUES

SCIENCES POLITIQUES — Introduction à la politique — SOCIOLOGIE — Introduction à la sociologie — Sociologie des communications de masse — Sociologie du Canada français

LANGUES VIVANTES

Allemand — Anglais — Espagnol — Italien — Polonais — Russe — Français (comme langue seconde)

COURS DE PERFECTIONNEMENT ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE

Assistants dentaires — Gestion d'hôpital — Guides touristiques — Inspection sanitaire — Institut de traduction — Secrétaires médicales — Travaux en loisirs

Les cours ont lieu à l'Université de Montréal et certains sont répétés à l'Institut de Technologie Laval. — Dépliants sur demande

UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

EXTENSION DE L'ENSEIGNEMENT

CASE POSTALE 6128, MONTRÉAL 3

Tél. : 733-9433 et 733-8573 (cours d'anglais - français - Institut de traduction) - 733-9951 (autres cours)

calendrier académique
automne 1965

studio 5316 inc

"école détenant un permis en vertu de la loi des écoles professionnelles privées"

5316 av. du Parc, Montréal 8, tél. : 273-9511
Pierre LeBlanc, directeur général

cours du jour

dates d'entrée : 27 septembre 1965 à 9h. 30 du matin

Tout candidat désireux de suivre les cours réguliers du jour, doit remplir préalablement une demande d'admission et passer avec succès l'examen d'entrée.

cours du soir

session d'automne : du 27 septembre au 28 janvier 1966

DATE DES EXAMENS D'ENTRÉE

samedi, le 14 août 1965 à 10 heures du matin

liste des cours

offerts à Montréal et à Québec

DESSIN INDUSTRIEL

sous la direction de M. Raymond Ouimet

DESSIN PUBLICITAIRE

sous la direction de M. Gilles Robert

DÉCOR D'INTÉRIEURS

sous la direction de M. Roger Côté

LES ARTS DE LA COMMUNICATION

sous la direction de M. Jean-Louis Gagnon

Les cours de la communication conduisent aux carrières suivantes : journalisme écrit, journalisme parlé — annonceurs radio-tv, relations publiques, publicité, etc.

COURS DE CHARME ET PERSONNALITÉ

sous la direction de Madame Nicole Germain

Pour tous renseignements

communiquiez avec l'une ou l'autre des écoles.

Ouvert du lundi au jeudi de 9 heures du matin à 10 heures du soir.

studio 5316 inc

5316 av. du Parc, Mt 8, tél. : 273-9511 • 437 rue Caron, Québec, tél. : 529-4087

studio 437 enr

en paiement total de abonnement(s). ☐ Mezzanine A-D

MONTREAL 18 (QUÉBEC)
TEL. 842-2112

L'univers féminin

CHRONIQUE DU LUNDI

Victoire féminine contre le dieu des nuages...

Il y a "Les parapluies de Cherbourg" et il y a les parapluies du Saguenay! "Les parapluies de Cherbourg" ont réussi au cinéma. Les parapluies du Saguenay-Lac-St-Jean ont réussi dans la réalité pendant dix ans, créant ainsi le plus long suspense québécois, capable, en fait, de noyer toutes les offres et tous les échanges de pots-de-vin, dont les gazettes et les ondes nous parlent à tour de rôle depuis... plus de dix ans d'ailleurs, depuis qu'il y a le patronage, le bon et le mauvais. Parce qu'il, au Québec, nous avons les deux! Et d'aucuns nous croient encore en retard!

Comme tout le monde, j'avais lu quelques communiqués dans les journaux sur l'"Opération Para-Pluie", mais c'était toujours assez bref. A la TV, un soir, une courte entrevue avec des gens de la place nous apportait quelques aperçus sur cette histoire de pluie artificielle qui trempe, apparemment, aussi bien que la vraie. Mais ça n'avait pas été assez bref, le lendemain, une autre entrevue, cette fois avec le ministre des Ressources naturelles, nous apprenait, en bloc, que l'ensemencement des nuages n'avait pas coûté des millions au Gouvernement, seulement quelques dizaines de milliers de dollars, et que la population du Saguenay-Lac-St-Jean avait beaucoup exagéré les dommages causés par cette salsance pluie artificielle, qui tombait régulièrement sans réquisition des gens de la région, et exagérée, également, les réclamations en dommages-intérêts, etc. Bref, on se plaignait pour rien dans ce coin-là.

Mais l'histoire des parapluies du Saguenay n'était pas à son épilogue, pas même au dernier chapitre et le suspense se maintenait admirablement, grâce au contingent de "femmes en colère" entrées dans la bataille. Un jour, enfin, où l'on ne se contenta plus d'achever des caoutchoucs, des galoches, des "clagues" et des parapluies (unique commerce qui pouvait encore faire des affaires dans le pays tout en assistant à la saison à la transformation, pour le pire, de la vie agricole, économique, touristique, sociale, sportive, même animale, sans parler du niveau de la santé publique qui indiquait une baisse inquiétante. En fait, depuis 1956, année de l'installation des machines à pluie, on enregistra une augmentation dans les averse de 29,9 p.c., soit 481,34 tonnes d'eau de trop! On prit du temps, dans la région, à savoir et à admettre la présence de générateurs à iodure d'argent pour l'ensemencement des nuages! Encore une fois, ils n'avaient rien demandé, ces gens, et voilà que leur région et son climat étaient pris en charge par la "Weather Engineering Corporation", de Montréal! Si, au moins, cette compagnie portait un nom français! Ces Québécois auraient pu se laisser noyer par amour du français: l'achat chez nous, quoi! Mais non, la trahison, dans le Québec, jusque dans la pluie artificielle! Et payée par l'Etat! En quels temps vivons-nous, grands dieux!

Une fois connues les origines de ce fleau public artificiel (comme quelques autres), la colère monta dans les têtes... pourtant mouillées plutôt que chaudes... on s'organisa, on passa à l'attaque. On voulut d'abord savoir combien de "machines à pluie" fonctionnaient dans les paroisses et les champs, et leur emplacement exact. Il y en avait trente-deux (32) (quand on paye on a du service), mais le ministre lui-même avoua ignorer l'endroit de ces points stratégiques. Alors, au plan de campagne des maires de Chicoutimi, Alma, etc., de l'Union des cultivateurs des gerants et propriétaires d'hôtels qui voyaient le tourisme diminuer de plus en plus, les "femmes en colère" décidèrent d'ajouter une action positive, défensive et active à la fois, à l'"Opération Para-Pluie". Après avoir recruté des auxiliaires dans les villes et villages de toute la région, le 3 mai, dans une seule soirée, une pétition était signée par 60.718 femmes contre la batterie de cuisine de la "Weather Engineering Corporation". "Si nous n'obtenons pas justice d'Otta-

wa, avait dit, dans le temps Jean-Marie Couët, secrétaire de l'Union des cultivateurs, nous marcherons sur la colline parlementaire. Et si cela n'est pas suffisant, les cultivateurs bloqueront toutes les routes de la région avec leurs tracteurs et camions jusqu'à ce qu'ils obtiennent ce qu'ils veulent." C'est-à-dire l'interdiction pure et simple de l'ensemencement des nuages. Et parce qu'on désespérait de cause, on alla porter plainte jusqu'à Ottawa par la voix du député fédéral de ce comté québécois. En Ontario, on doit passer pour ne pas savoir ce qu'on veut dans le Québec: un jour, trop de pots-de-vin; le jour suivant, trop d'eau!

Entre-temps, des comités d'étude s'organisaient pour connaître les propriétés, la puissance, les bienfaits et les méfaits de l'iodure d'argent dans l'atmosphère. Médecins de la région, physiciens des universités canadiennes, spécialistes en endocrinologie et en oto-rhino-laryngologie acceptèrent de renseigner la population. Et ces femmes ne se contentèrent pas d'écouter les savants et de leur offrir ensuite une tasse de thé, elles passèrent à l'étude du problème par la lecture d'ouvrages de spécialistes sur la question. C'est ainsi qu'elles ont pu découvrir la valeur de l'étude et de la recherche en documentation, quand elles apprirent l'opinion d'un savant, le docteur Irving Longmuir, Prix Nobel, qui affirme "qu'une particule d'iodure d'argent, pas plus grosse que la pointe d'un crayon, peut affecter cent millions de tonnes d'air; que l'inondation de la vallée du Missouri, en 1952, avait été provoquée par un générateur à iodure d'argent! que la tornade qui a causé cinq millions de dommages en Georgie, en 1947, était l'œuvre de "fabricants de pluie"; enfin, qu'un orage, une fois déclenchée, en engendre d'autres à son tour!" Ce que c'est intéressant le progrès scientifique! A condition de savoir s'en servir.

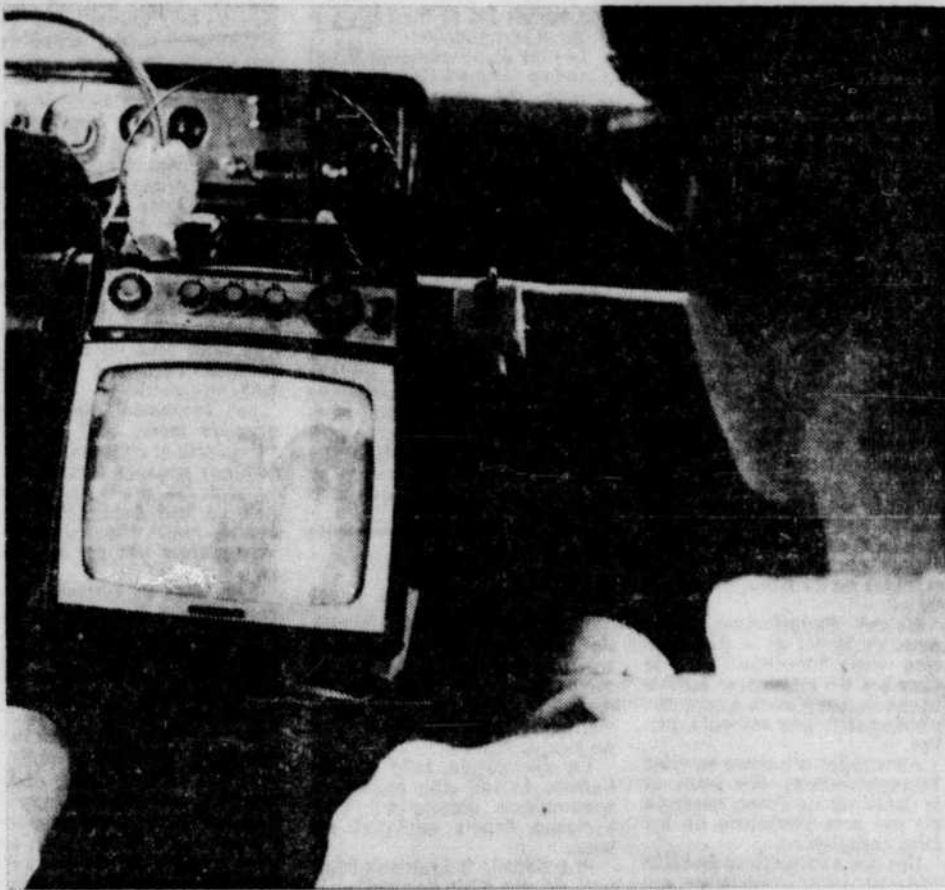
Les Québécois de la région sinistrée n'en ont pas été moins blâmés d'avoir porté plainte, par le météorologue de la "Weather Engineering Corporation", M. Bernard Power (au nom prédestiné) qui a dénoncé publiquement "l'attitude négative et anti-scientifique de gens qui veulent freiner le progrès", quand les expériences de sa compagnie suscitent "l'intérêt des observateurs russes, américains, japonais et australiens"! Il a oublié de mentionner les "observateurs mouillés" du Québec... qui devraient être décorés pour... leur endurance aux expériences scientifiques. Comme si nous n'avions pas assez de nous défendre contre les retombées radioactives du strontium 90, voilà, à présent, les chutes de l'iodure d'argent attirées sur le Québec! Et pourquoi exactement? Les journaux en ont tout parlé, mais ne manquez pas de lire l'excellent reportage de *Perspectives de Dimanche-Matin* (7-8-65).

La photo en couleur des Québécoises qui ont retrouvé le sourire sous leurs parapluies multicolores — ombrelles à présent sous le ciel d'été tout doré — est, non seulement un document, mais un plaisir pour les yeux. Les organisatrices de l'Opération Para-Pluie, qui ont recueilli 60.718 signatures de "femmes en colère", avaient comme présidente Mme Janine Simard, photographe, elle aussi, dans un paysage qui a enfin retrouvé son soleil! Félicitations à ces vaillantes Québécoises!

En 1960, quand on nous avait promis une "équipe du tonnerre", on a oublié de parler des nuages ensemencés par le dieu progrès! On savait que les coups de foudre seraient multiples, on ne pouvait savoir qu'il y aurait autant d'eau!

Bravo! les Québécoises du Saguenay et du Lac-St-Jean! Voilà ce qui s'appelle défendre son pays! Une des premières parmi les sciences de la vie.

Germaine BERNIER



Les passagers pourront, dès cette année, regarder la TV dans leur voiture, sur un téléviseur portable de neuf pouces. Ces appareils, offerts en quantité limitée, pourront être commandés chez les concessionnaires Ford et Lincoln-Mercury canadiens, lors du lancement des nouveaux modèles 1966 en octobre prochain. Ces téléviseurs d'autos sont des Philco à transistors pourvus d'un cordon à courant continu de 12 volts qui pourra être branché soit dans l'allume-cigarette ou sur une batterie portative. L'utilisateur pourra également brancher son téléviseur dans une prise de courant murale, au foyer, ou l'utiliser avec des écouteurs.



Madame Laure Gratton, responsable de la Journée du samedi au centre des loisirs de l'Immaculée-Conception livrera les secrets de son expérience, lors du 3ème colloque national pour moniteurs et monitrices qui se tiendra, du 22 au 28 août prochain, à l'Auberge "Le P'tit Bonheur" près de Ste-Agathe. Pendant ce temps, du 18 au 23 août à Rivière-du-Loup, les directeurs et administrateurs de centres de loisirs tiendront aussi une session d'information. Dans les deux cas on traitera des responsabilités des centres vis-à-vis les jeunes de 6 à 13 ans. Ces cliniques sont organisées par l'Association canadienne des centres de loisirs.

Tapis et couvre-planchers en montre cette semaine à Montréal

Les gains enregistrés ces dernières années par les fabricants canadiens d'articles couvre-planchers n'ont été dépassés par aucune autre industrie. Le succès de cette industrie est dû aux efforts continus qu'elle déploie pour améliorer et varier constamment la qualité de ses produits.

C'est en poursuivant de tels objectifs et en maintenant un contrôle strict des prix, que l'industrie du couvre-plancher a pénétré plus encore le marché domestique et qu'elle a réussi à développer considérablement son commerce extérieur.

L'Exposition nationale du Couver-plancher qui se tiendra du 16 au 20 août dans l'hôtel Mont-Royal rassemblera tous les articles destinés à embellir et à protéger les planchers.

Plus de 40 exposants étaleront aux yeux des visiteurs, les produits allant du linoléum et la tuile vinyle au tapis de laine le plus luxueux", confirme M. David W. Beal, directeur du Floor Covering Club of Montreal, organisateur de l'exposition.

L'accent sera placé sur les produits d'origine canadienne, mais il y aura également un choix complet d'articles importés.

Parmi les articles qui ont le plus bénéficié d'un accroissement de chiffre d'affaires, on compte la tuile vinyle amianté dont les ventes en 1953 au Canada, totalisaient 420.000 verges carrées pour atteindre en 1964 le chiffre de 16,9 millions de verges carrées vendues.

"Durant cette période, nous avons augmenté notre part du marché canadien de 40% quel-

le était à environ 90%", a déclaré M. Walter G. Cass, président du Canadian Carpet Institute. "Ceci est dû au fait que nous avons toujours progressé dans les facteurs de qualité, style et fabrication de nos produits", a-t-il ajouté.

Bien que la consommation per capita au Canada soit encore moindre que celle existant en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, les fabricants canadiens sont très optimistes quant à leurs prévisions de chiffre d'affaires pour l'avenir.

Une particularité dans l'exposition de cette année est la soirée ouverte au grand public qui est prévue jeudi le 19 août, à partir de cinq heures de l'après-midi.

Maternelle du Centre Paul Sauvé

Le Centre sportif Paul-Sauvé aura son "Jardin des tout-petits" ou sa maternelle en septembre. Le directeur gerant du centre sportif Paul-Sauvé de la Palestre nationale invite les parents à inscrire leurs enfants de trois à cinq ans.

Le programme commencera lundi le 13 septembre et aura lieu tous les lundis, mardis, jeudis et vendredis de chaque semaine de 9 h. 30 à 11 h. 30 du matin.

Un personnel expérimenté aura charge des enfants qui seront confiés au "Jardin des tout-petits" du centre sportif Paul-Sauvé. On peut obtenir des renseignements à 725-3656.

Jeux de vacances pour enfants exceptionnels

Pres de trois cents enfants arrières jouiront des bienfaits d'une colonie de vacances cet été, grâce à l'Association du Québec pour les enfants arrières. Sous la responsabilité du directeur du camp M. Monty Edge assisté d'un étudiant lithuanien inscrit à l'Université McGill, le camp KEE-SU-CA est ouvert à tous les enfants exceptionnels de la région de Montréal à partir de huit ans et capables de subvenir à leurs propres besoins. Le personnel du camp est nommé par le comité du camp de l'Association du Québec et se compose de personnes qui ont de l'expérience dans l'éducation des enfants exceptionnels.

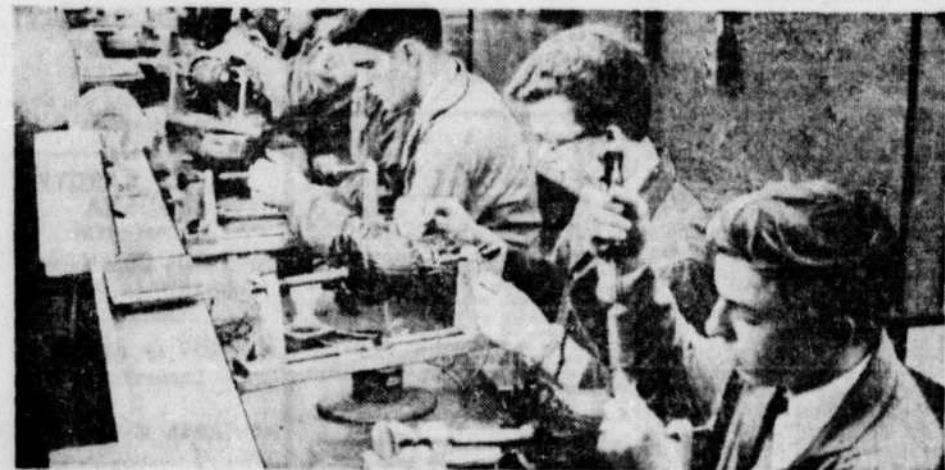
Les enfants sont logés dans des huttes et on compte généralement un moniteur pour

quatre enfants tenant compte de surplus de surveillance que réclament en général ces enfants. Le Camp Kee-Su-CA fut organisé en 1959 grâce à la générosité de plusieurs clubs sociaux. Il est situé sur un vaste domaine de plusieurs acres de terrain boisé sablonneux et vallonné, 45 milles à l'ouest de Montréal, près de la route 17 et à proximité de St-Lazare dans le Québec. Malheureusement, il n'est pas gratuit sauf pour les parents qui ne peuvent absolument pas en défrayer le coût. Deux médecins résident près du camp sont disponibles vingt-quatre heures par jour. Un programme d'activités conçu spécialement pour les enfants arrières est préparé par les moniteurs sous la direction de Mlle Lorraine Barry, assistante du directeur.

Mlle Barry se spécialisera l'an prochain en psychologie à l'Université de Montréal.

DU NOUVEAU

pour les finissants du cours secondaire



GARÇONS ET FILLES, un cours intensif de métiers d'une durée d'un an vous est offert

40 spécialités dans les domaines suivants:

construction, vêtement, services de l'électricité, industrie du téléphone, entretien des machines et des moteurs, coiffure, dessin industriel et cartographique, secrétariat.

INSCRIPTION du 9 au 20 août à l'école de métiers ou à l'institut de technologie le plus rapproché de votre domicile.

EXAMENS D'ADMISSION lundi, le 23 août

ÉTUDES REQUISES avoir réussi la 11e générale ou l'équivalent

avoir réussi la 10e année et avoir démontré, lors de l'examen d'admission, les aptitudes pour s'inscrire à ce cours.

PROSPECTUS ET LISTE DES SPÉCIALITÉS SUR DEMANDE Adressez-vous à l'une des écoles suivantes:

A Montréal:

Institut de technologie de Montréal, 200 ouest, rue Sherbrooke

Institut des Arts appliqués, 1430, rue Saint-Denis

Institut des Arts graphiques, 8955, rue Saint-Hubert

Institut aérotechnique, Aéroport international de Montréal, Dorval

École des métiers commerciaux, 1265, rue Saint-Denis

École des métiers de l'automobile, 3744, rue Saint-Denis

Écoles de métiers de Montréal:

7945 est, rue Sherbrooke

3320, rue Hochelaga

4976 ouest, rue Notre-Dame

École de métiers de Lachine, 46, 16e avenue

Dans la région de Montréal:

Institut de technologie de Hull

Institut de technologie de Vaudreuil

École de métiers de Granby

École de métiers de Joliette

École de métiers de Saint-Jean

École de métiers de Sorel

Institut des textiles de Saint-Hyacinthe

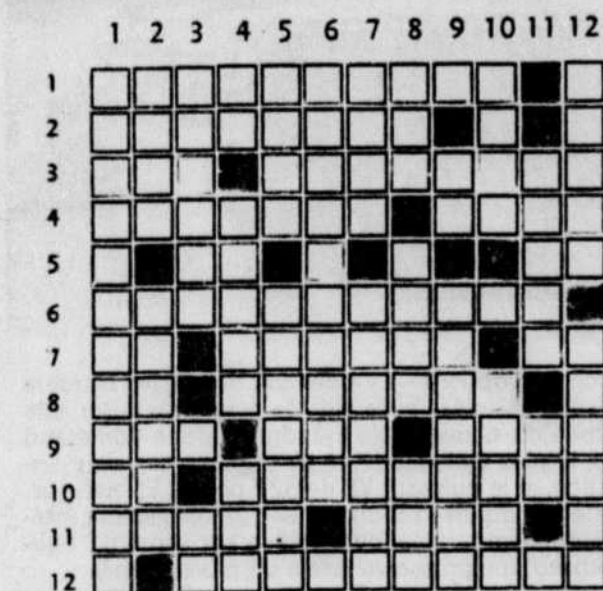
École de métiers de Valleyfield

COURS GRATUIT

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION

GOVERNEMENT DU QUÉBEC

Les mots croisés du "DEVOIR"



HORIZONTALEMENT

- 1—Préparer une récolte
- 2—Nécessite une grande quantité d'eau
- 3—Existe — Qui fait du tort
- 4—Intérêt — Personnel
- 5—Conjonction — Fin de particule
- 6—Création d'un autre genre
- 7—En direction de Chicago
- 8—N'ont plus de privilèges spéciaux — Préposition inversée
- 9—Devant un titre princier
- 10—Absence de bruit
- 11—Sur qui l'on peut compter — Fils de Noé — Pronom russe
- 12—Négation — Ensemble de lois souvent impopulaires
- 13—Le diable à le sien — Personnel
- 14—Qui aime à rester chez soi

VERTICALEMENT

- 1—Qui occupe de plus en plus d'espace
- 2—Voit le jour — Mentionner
- 3—Dans les Cantons de l'Est
- 4—Adverbe inverse
- 5—Continue la phrase — Nous cabrons — En Afrique
- 6—Rongée — Proches
- 7—Basés sur la justice
- 8—Période sans soleil — Vil-

le d'Algérie

- 8—Démonstratif — Possessif
- 9—Pronom arabe
- 10—Personnel — Se balance
- 11—Vêtement — Dans la cuisine
- 12—A qui l'on tient beaucoup
- 13—Repas

Solution de samedi

- Horizontalement**
- 1—SYNDICALISTE
 - 2—CE — ELOGES — AV
 - 3—AMEN — UE — SCIE
 - 4—NENROD — TUER
 - 5—DNIPR — RE
 - 6—NETERIE
 - 7—ESR
 - 8—EON — OPIUM — IL
 - 9—TABERNACLE
 - 10—SA — ARRIERE
 - 11—EGAREES — NO
 - 12—SES — PILON
- Verticalement**
- 1—SCANDALEUSES
 - 2—YEMEN — AGE
 - 3—EMINENT — AS
 - 4—DENREES — AAR
 - 5—IL — OPPROBRE
 - 6—COUDRE — PERES
 - 7—AGE — IRIS
 - 8—LE — TRIBUNE
 - 9—ISSU — MARDI
 - 10—CERNE — CE
 - 12—EVE — CALECON

un peu de patience, Juliette,

vous dégusterez enfin la fameuse cuisine chinoise de Bill Wong. C'est vrai que Bill Wong utilise les authentiques recettes chinoises et nous sert des plats délicieusement raffinés, dont voici quelques noms: soupe aux nids d'oiseaux, crevettes aux papillons, canard doré à la mode de Pékin, doré doux et piquant à la mode de Canton.

Lors de votre prochaine sortie, n'oubliez pas d'aller au restaurant favori des Roméo et des Juliettes.

stationnement gratuit

BILL WONG'S INC.

7965, boulevard Decarie, Saint-Laurent — 731-8202

juste au sud du boulevard Métropolitain

Une cuillère d'argent pour les bébés nés le 6 septembre

REGINA — Tous les bébés qui naîtront le 6 septembre de cette année, en Saskatchewan, recevront une cuillère d'argent. Ce cadeau est offert par la Corporation des fêtes du Centenaire de cette province. M. Will Klein, directeur de la Corporation, a souligné que le cadeau aux nouveau-nés de la province célébrera le 60ème anniversaire de l'entrée de la Saskatchewan au sein de la Confédération.

Les parents annonceront la venue de leurs bébés en précisant l'heure de la naissance, le nom de l'enfant et en ajoutant un certificat signé du médecin traitant. M. Klein a expliqué que le cadeau de la Corporation coïncidera le plus possible avec la date anniversaire de la province comme membre de la Confédération, en 1905.

DECORATEUR

LAURENT LAMY

DECORATEUR-ENSEMBLIER

788, Wilder

Montréal 8 — 737-1955

RI. 8-6188

Maxime

Nettoyage

1415 BOIS FRANCO

ST-LAURENT

Bilan d'un week-end ensoleillé

Au moment de mettre sous presse, hier soir, un relevé plus que partiel permettait d'établir que, au moins le nombre des victimes d'accidents survenus au Québec en fin de semaine ou impliquant des Québécois en voyage ailleurs au pays. Onze personnes sont mortes sur les routes et deux se sont noyées.

BERTHERVILLE — C'est sur la route numéro 2 qu'est survenu l'accident le plus meurtrier. Cinq personnes sont mortes dans une collision entre une fourgonnette et une voiture à Berthierville, dans la journée d'hier. Les victimes sont M. et Mme François Daniel, du Cap-de-la-Madeleine, et deux de leurs enfants, ainsi qu'une cinquième victime dont on n'a pas révélé l'identité. Six autres personnes ont été blessées.

LAC FILATREAU — Joanne Gagné, 2 ans, de Sainte-Thérèse a été tuée par une voiture le long de la grande route.

SAINT-JEAN — Jean-Paul Ledoux, 27 ans, s'est retourné en voiture vendredi soir près de Saint-Jean-d'Iberville. Il est mort sur le coup.

LAVAL — Elliott Sledman, de Montréal, est mort dans une collision entre deux véhicules vendredi soir sur l'île Jésus.

NIAGARA FALLS — Un Montréalais de 45 ans, M. L.

FEU

ARTHUR-J. BLAQUIERE



Le 13 août s'écroulait, après une longue maladie et en cours de sa dernière année, M. Arthur J. Blaquière. Né à Salem, Mass., de 1896, il épousa en 1917 Mlle Alice Boisvert, de Victoriaville.

Après des études aux écoles primaires de Salem, il étudiait ensuite au collège de Joliette et suivit des cours en musique avec son oncle, le Père Philippe Dubé, c.s.v. Après sa sortie du collège, il continua l'étude du chant avec M. Louis Mercier, de Québec. M. Blaquière possédait une très riche voix de baryton et il étudia longuement le chant grégorien afin de pouvoir se consacrer au chant d'église; en effet, à Montréal, on se rappelle qu'il fut soliste à l'église Notre-Dame-de-Grâce où il lia une grande amitié avec M. Paul Doyon, organiste. Tous deux ont contribué à répandre le chant grégorien.

C'est en ce temps-là (1937) que M. Blaquière, avec ses enfants, très jeunes alors, fonda le "Septuor de la Bonne Chanson". Avec M. l'abbé C. H. Gauthier, il entreprit de répandre la bonne chanson par toute la Province, les États de la Nouvelle-Angleterre et même jusqu'en Ontario où le Septuor était reçu et apprécié.

Alors qu'il était très jeune, M. Blaquière avait fait son apprentissage de la typographie au Black Cat Magazine, à Salem. Ce qui lui permit de devenir opérateur de la linotype à l'Action sociale catholique où il demeura jusqu'en 1921, après qu'il déménagea à Montréal pour entrer à l'imprimerie Beauchemin où il ne demeura que quelques mois pour ensuite entrer au "Devoir". Il déménagea en juillet 1964.

Vers 1952, M. Blaquière était invité par Mgr Arthur Douville, évêque de St-Hyacinthe, à prendre la direction de la chorale de la cathédrale. Il y est demeuré jusqu'à ce que la maladie l'empêchât de continuer. Ce fut, au début de sa maladie, une de ses plus grandes peines.

En 1954, M. Blaquière fut fait chevalier de l'Ordre de St-Gregoire le Grand, comme marque de reconnaissance pour ses services rendus à l'Eglise.

Lui survivent: son épouse, née Alice Boisvert; ses fils, Philippe, Jean-Louis, Paul et André; ses filles: Mme Jules Panchaud (Thérèse), Mme Arsène Poirson (Cécile), Mme Antonin Roy (Marthe), Mme Camille Messier (Jeanne), Mme Reynald Benoit (Monique) et Mlle Marcelle et Pauline. Ses frères et sœurs: Mme Adrien Lalonde (Louise), Mme Wm J. Powers (Julia) de New-York, Sœur M. Joseph Philippe (Estelle) des Soeurs Oblates de Marie, à Saint-Basile, Man., J.W. Blaquière, de Montréal, Arsène, de Norw., Maine, et Henri, de Chambly, et nombre de petits-enfants. Une vieille tante religieuse de la Présentation à St-Hyacinthe (Sœur Florentine) et quelques oncles et tantes aux États-Unis.

Les funérailles auront lieu lundi le 16 août, à 10 heures, en l'église de Saint-Hilaire. Inhumation au cimetière de St-Jean-Baptiste-de-Beauve.

La Ch. de commerce veut une indemnité pour les locataires expropriés

Montréal s'agrandit. Montréal s'embellit, mais que deviennent les locataires plongés dans tout ce remue-ménage?

Selon une étude menée par la Chambre de commerce du district de Montréal, les locataires déplacés à la suite d'une expropriation ne reçoivent pour la plupart aucune indemnité, quel que soit le préjudice subi.

La loi relative à l'expropriation exige en effet que le bail soit enregistré pour être considéré comme un "droit réel" à une indemnité. Or, selon une coutume bien établie chez nous, rares sont les baux qui ont été enregistrés.

Constatant la vague d'expropriations, actuelles et à venir, effectuées par le gouvernement du Québec dans la métropole, la Chambre a cru bon d'attirer l'attention sur ce problème dans un mémoire adressé au gouvernement.

Le mémoire recommande que le gouvernement traite selon les principes de l'équité les locataires expropriés, que leurs baux soient enregistrés ou non.

Malgré l'application rigoureuse de la loi et le désir sincère des fonctionnaires, la Chambre de commerce constate que les locataires expropriés n'obtiennent pas toujours justice.

Aucune loi n'impose en effet l'enregistrement des baux et le Canadien de façon générale n'a pas pris l'habitude de les faire enregistrer.

Une des explications de cette coutume, selon la Chambre, est le coût prohibitif de l'enregistrement, notamment pour les locataires domiciliés.

"Pour une famille habitant le secteur Victoriaville ou celui destiné à la Place Radio-Canada, le coût d'enregistrement d'un bail représente environ un mois de loyer", affirme le mémoire.

Dou l'on peut conclure que les familles les plus vulnérables à être expropriées seraient tenues à payer treize mois de loyer, alors qu'elles ont déjà beaucoup de peine à payer les douze premiers.

Il ne reste pour le locataire que le droit général de recourir devant la cour supérieure. Mais il n'est pas absolument certain que cette cour ait le pouvoir légal d'indemniser les locat-

La Chambre affirme que le commerçant ou l'industriel est presque toujours plongé dans une situation pénible à la suite d'une expropriation, et cela même s'il a touché l'indemnité maximum.

"Il subit des préjudices quant à l'achalandage et à la relocalisation de son entreprise; la période d'instabilité qui accompagne son expropriation se traduit souvent par une perte de personnel, de contrats, de ventes; seule une dépense supplémentaire de publicité lui permettra de conserver une partie de sa clientèle", souligne le mémoire.

Quant aux familles dont le logement est exproprié, elles sont obligées de quitter un milieu où elles ont acquis une certaine habitude de vie et trouver un nouvel habitat dont le loyer sera habituellement plus élevé.

Sans compter les dépenses relatives au déménagement lui-même.

Malgré l'application rigoureuse de la loi et le désir sincère des fonctionnaires, la Chambre de commerce constate que les locataires expropriés n'obtiennent pas toujours justice.

Aucune loi n'impose en effet l'enregistrement des baux et le Canadien de façon générale n'a pas pris l'habitude de les faire enregistrer.

Une des explications de cette coutume, selon la Chambre, est le coût prohibitif de l'enregistrement, notamment pour les locataires domiciliés.

"Pour une famille habitant le secteur Victoriaville ou celui destiné à la Place Radio-Canada, le coût d'enregistrement d'un bail représente environ un mois de loyer", affirme le mémoire.

Dou l'on peut conclure que les familles les plus vulnérables à être expropriées seraient tenues à payer treize mois de loyer, alors qu'elles ont déjà beaucoup de peine à payer les douze premiers.

Il ne reste pour le locataire que le droit général de recourir devant la cour supérieure. Mais il n'est pas absolument certain que cette cour ait le pouvoir légal d'indemniser les locat-

Ouverture du congrès de l'ACELF à Halifax

Le XVIII^e congrès de l'Association canadienne des éducateurs de langue française (ACELF) débute aujourd'hui à Halifax. Le thème de ce congrès est: "Sens international et solidarité humaine".

Plusieurs conférenciers de réputation internationale prendront la parole pour exposer soit le rôle du Canada dans le monde et les organismes internationaux, soit les besoins et les ressources de l'humanité. Le premier conférencier sera le premier ministre Lester Pearson qui parlera ce soir de la "Coopération internationale". Les autres conférenciers sont M. Paul Tremblay, représentant du Canada aux Nations unies, M. Paul-Marc Henry, directeur associé au bureau des opérations pour le fonds spé-

cial des Nations unies et M. Emrico Gastaldi, président du Bureau international catholique de l'enfance.

Quatre commissions de travail permettront d'autre part aux délégués de se familiariser avec ces questions et de formuler des vœux: sens international et réalités religieuses; sens international et jeunesse; sens international et éducation; et sens international et civisme.

Le ministre des affaires culturelles, M. Pierre Laporte, clôturera le congrès vendredi midi.

AVIS de DÉCÈS

GIGUÈRE — A Montréal, le 13 août 1965, à l'âge de 81 ans, est décédé M. Limoges Giguère, époux en premières noces de feu Joséphine Denis et en secondes noces, de Mme Blanche Galarneau, père de Mme C. A. Simonson (Francine), Mme Bernard Tremblay (Jeanne D'Arc). Les funérailles auront lieu mercredi, le 18 courant, le convoi funéraire partira des salons funéraires, Roland Bizon, 130 est, boul. Henri-Bourassa pour se rendre à l'église St-Nicholas d'Ahuntsic, où le service sera célébré. Et de là au cimetière de Lavaltrie, où un libre sera chanté. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation.

BRUNET

DE COTE-DES-NEIGES
EST LE NOM QUI DOMINE DANS LA CRÉATION DES MONUMENTS

AUCUN AGENT

ECONOMISEZ LA COMMISSION
AVANT D'ACHETER
CONSULTEZ LA PLUS VIEILLE MAISON DU QUÉBEC
Réparations et nettoyages

J. BRUNET Ltée
Angle Decelles et Reine-Marie
Fondée en 1877

LE SEMINAIRE SOCIAL PIE-XII

La seule institution de cours par correspondance pour l'éducation sociale et chrétienne des adultes.

Cours préparés avec soin par des professeurs qualifiés et expérimentés.

Ces cours s'adressent à tous les adultes soucieux de compléter leur formation sociale, chrétienne, politique et économique.

Demandez le prospectus:

Séminaire Social Pie-XII, C.P. 610, Nicolet

ou téléphonez:

Montréal, 671-8382 — Nicolet, 293-4366

Montréal

(Suite de la première page)

La seconde lettre — envoyée sept jours plus tard, rappelle le refus de louer aux Noirs constituait bel et bien un geste de discrimination.

Les 20 établissements y ont répondu immédiatement. Du groupe, 18 ont accepté de louer la salle, les deux autres — comme dans le cas de la première lettre — affirmant qu'ils ne disposaient pas de telles salles de réception.

Dans le cas des quatre établissements à qui l'enquêteur a téléphoné pour ne pas avoir reçu de réponse à la première lettre, trois ont dit qu'ils n'avaient pas reçu de telle lettre, ce qui paraît étrange puisque la seconde lettre envoyée à la même adresse, était arrivée à destination. Le quatrième établissement — un hôtel américain — a fait savoir qu'il était douteux que la direction accepte de louer une salle pour un mariage groupant des invités noirs.

Pearson

(Suite de la première page)

"Une telle solution devrait, de l'avis du Canada, reconnaître à la population sud-vietnamienne le droit de disposer d'elle-même sans aucune agression ni action coercitive venant de l'extérieur".

La déclaration note que le Canada fournit une assistance économique directe au Sud-Vietnam depuis quelques années.

"Le Canada a également fait part de son désir de participer aux programmes d'expansion régionale dans l'Asie du sud-est. Cette question et d'autres plus précises encore, comme la possibilité de fournir une assistance médicale à la population civile sont présentement à l'étude."

"Le Canada n'a aucunement l'intention de fournir une aide militaire."

"En dernier lieu, le Canada, bien que conscient des obstacles à surmonter continue toujours à espérer qu'il sera possible de faire en sorte que les Nations unies puissent de quelque façon que ce soit contribuer à la solution de la crise vietnamienne."

res expropriés, et l'expérience démontre en outre que seule une minorité est intéressée à plaider, étant donné la longueur des délais.

Los Angeles

(Suite de la première page)

"spontanées", estiment les autorités américaines, mais derrière les pillards et les incendiaires, ceux que la police appelle les "voyous", il y a des organisateurs, des extrémistes qui attendent que l'occasion d'exploiter la situation explosive qui existe dans tous les "ghettos" noirs des grandes villes américaines.

Ces extrémistes appartiennent à quatre organisations principales dont l'une a fait beaucoup parler d'elle et les trois autres sont absolument inconnues du grand public.

Le président Johnson a demandé aux autorités locales et à toute personne responsable "de faire tous les efforts pour rétablir l'ordre à Los Angeles".

Les événements de ces deux derniers jours, a-t-il dit, sont "tragiques et choquants". "Nous sommes engagés à fond sur le respect des droits constitutionnels de tout Américain", a-t-il ajouté, mais "ces droits ne s'acquerront pas par la violence".

Les actes de violence, a encore déclaré le président Johnson dans un communiqué lu aux journalistes au centre de presse de la Maison-Blanche à Austin, proche de son ranch où il a passé la fin de semaine "sont contraires aux plus belles traditions de notre pays".

"L'égalité des droits, déclare encore le communiqué, entraîne l'égalité des responsabilités. Personne n'a le droit de s'affaiblir à la vie ou aux biens d'un autre. Chacun a la responsabilité de maintenir la loi et l'ordre. Je demande à tous les Américains de remplir cette responsabilité".

Enfin, un directeur d'une importante compagnie d'assurances de Los Angeles a déclaré dimanche soir à l'AFP que les polices d'incendie, de vol par effraction et de dégâts matériels, ne seraient probablement pas reconnues par les compagnies qui les ont émises.

Ces polices, a-t-il ajouté, contiennent toutes une clause d'exemption stipulant que les pertes par "insurrection" ne sont pas couvertes.

Le gouverneur Brown avait parlé samedi d'"insurrection" en rentrant aux États-Unis de ses vacances en Grèce. L'adjudant général de l'Etat de Californie, Roderic Hill, a lui aussi parlé d'"insurrection armée" avec la participation d'u-

Les Acadiens réclament

(Suite de la première page)

Une résolution adoptée note qu'il est pratiquement impossible de démocratiser la fonction publique par l'intérieur, étant donné que les fonctionnaires en place agissent naturellement dans le sens de leurs intérêts. Une telle action interne peut facilement s'interpréter comme étant de la discrimination à l'endroit des Francophones, et les Acadiens ont suggéré quelques mesures pour corriger la situation par l'extérieur.

Il faudrait d'abord que les services d'orientation scolaire fassent connaître les avantages d'accéder à la fonction publique.

La Commission du service civil du Nouveau-Brunswick devrait compter deux coprésidents, dont l'un francophone.

On a invité l'université de Moncton à greffer à son nouveau département de sciences sociales une école de la fonction publique où la formation des futurs fonctionnaires servirait tout autant les intérêts du Nouveau-Brunswick que ceux du gouvernement fédéral et de tous les gouvernements provinciaux soucieux de bilinguisme.

Abordant le domaine de l'éducation, la SNA a réaffirmé que, dans les programmes scolaires des écoles des régions acadiennes, il importe d'établir la priorité de la langue maternelle.

ÉCOLE NORMALE

Les porte-parole acadiens croient qu'il ne devrait y avoir aucun enseignement de l'anglais pendant les trois premières années du cours primaire. L'anglais oral serait introduit en quatrième année et la lecture anglaise, en cinquième année.

Soucieux, d'autre part, du fait qu'il importe de perfectionner l'enseignement de l'anglais comme langue seconde, les délégués ont invité l'université de Moncton à établir une commission d'enquête sur l'enseignement de cette langue en vue de son amélioration.

Les congressistes se sont déclarés heureux de la décision du gouvernement du Nouveau-Brunswick d'établir une école normale sur le campus de l'université de Moncton. La construction de celle-ci doit débuter le printemps prochain.

Cette institution relèvera du ministère provincial de l'éducation mais les représentants acadiens croient qu'il faudrait confier l'administration de cette école à l'université pour ainsi s'inscrire dans une tendance générale dans ce domaine.

La SNA voudrait aussi que les autorités fédérales et provinciales lancent une enquête socio-économique dans les régions acadiennes dans le but, entre autres choses, de trouver les moyens d'améliorer leur standard de vie.

Le projet d'unification des provinces de l'Atlantique sera étudié par la SNA afin d'en déceler les conséquences que celui-ci pourrait avoir sur la population acadienne.

DECORATIONS

La Société nationale des Acadiens a décerné, samedi, sa plus importante décoration, la médaille d'or de l'Ordre de la fidélité acadienne, à six personnalités qui se sont dévouées à la cause du fait français en Acadie.

Les titulaires sont le juge Aubin Arsenault, ex-premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard, Mgr Livin Chasson, vicaire général du diocèse de Bathurst et curé de Shippagan, Nouveau-Brunswick; M. Willie Belliveau, de Pointe-de-l'Église, Nouvelle-Écosse; Mgr Paul-Emile Gosselin, de Québec, secrétaire du Conseil de la vie française; le juge Louis Lebel, de la Cour du Madawaska, Nouveau-Brunswick, et le juge Eniel Michaud, ex-juge en chef de la Cour du banc de la reine du Nouveau-Brunswick.

Mgr Gosselin et le juge Lebel ont reçu leur décoration au banquet de clôture du 2e congrès quinquennal de la SNA.

Les quatre autres recevront leur décoration au cours de fêtes régionales qui seront organisées pour chacun d'eux dans un avenir prochain.

ne partie de la population de

Los Angeles.

Cela, a déclaré le porte-parole de la compagnie d'assuran-

ces, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

cess, nous fournira d'excellents arguments au moment des pro-

Diefenbaker : une enquête sur le crime

Thompson : l'assurance maladie volontaire

A.H. McDonald est nommé sénateur

M. McDonald, âgé de 46 ans, est un ancien chef libéral de cette province. Il a résigné son poste de ministre et de député à la législature en mai dernier. Il fut élu pour la première fois à la législature en 1948. Réélu aux quatre élections suivantes, il fut choisi chef du parti en 1954. Il était premier ministre adjoint de la Saskatchewan lorsqu'il donna sa démission comme député.

**Le général Moncel
est chef adjoint
de l'état-major**

Le général Moncel était contrôleur général de l'état-major de la défense depuis le mois de juin 1964. Son successeur n'a pas encore été désigné.

La reconnaissance limitée que l'AANB accorde à la langue française ne peut être considérée comme un pacte d'égalité entre Canadiens anglais et Canadiens français, a-t-il ajouté.

Sauf dans les groupes "écoles nouvelles" et "section classique", les librairies contrôlées par des communautés religieuses n'étaient pas invitées à concurrencer les autres libraires. Un groupe particulier leur avait été réservé.

Bourses de recherches

Le ministre de la santé du Québec, M. Alphonse Couturier, est heureux d'annoncer que, sur recommandation du Conseil de la recherche médicale du Québec, le ministère de la santé vient d'accorder des octrois en recherche médicale pour un montant global de \$92.750.

L'invitation a reçu l'approbation enthousiaste du maire, M. Joe Palyga. Le premier ministre québécois s'arrêterait à Kootenay au cours de sa tournée en Colombie-Britannique à l'automne.

**Congrès du Ralliement
des créditistes le 20**

Le 8ème congrès provincial du Ralliement des creditistes aura lieu cette année les 20, 21 et 22 août au centre diocésain de Saint-Jérôme. Dans l'après-midi du dimanche 22, les creditistes québécois éliront leurs nouveaux dirigeants et la journée s'achèvera par un meeting au cours duquel MM. Réal Caouette et Gilles Grégoire prendront la parole.

Le seul radiateur automatique de 1250 watts avec élément scellé et renfermé dans un circuit de tuyaux contenant 1/2 gallon de Pres-tone sous 30 lb. de pression sur roulettes.

Prix de liste \$79.50

SPECIAL \$49.00

Autres modèles \$46.00

\$25.00

Venez à 2098, rue MOREAU A MONTREAL Tél.: LA. 2-2146

B.A. Oil a gagné 80 cts l'action durant le 1er semestre de cette année

Vs 84 cts en 1963

Les bénéfices nets consolidés de British American Oil pour le premier semestre de 1965 étaient de \$17,369,000, soit 80 par action, par comparaison à \$18,398,000, soit 84 par action, pour la période correspondante en 1964, déclare Monsieur Charles Hay, président, dans son message aux actionnaires.

Les bénéfices avant déduction des impôts ont augmenté de \$1,100,000, dit M. Hay, «réflétant une augmentation du chiffre d'affaires des opérations». Les gains réalisés dans la production canadienne du pétrole brut et des liquides du gaz naturel, ainsi que dans les ventes de gaz, compensent largement un déclin dans le chiffre d'affaires aux États-Unis. Les ventes de produits raffinés, pétrochimiques et chimiques ont également augmenté de façon satisfaisante.

Un abaissement des déductions autorisées pour les frais de forage et de développement et des déductions spéciales pour les frais de recherches pendant le premier semestre de 1965, par comparaison à la même période l'année dernière, ont eu pour résultat d'accroître la réserve pour l'impôt sur le revenu. Le total des ventes de produits raffinés a augmenté de huit pour cent pour les six premiers mois, par rapport à l'année dernière.

La production nette de pétrole brut et de liquide du gaz naturel pendant le premier semestre, dans l'Ouest du Canada, s'est élevée à 64,600 barils par jour, par comparaison à 61,200 barils par jour l'année dernière. Le gaz produit et vendu pendant la période s'est élevé à 271 millions de pieds cubes, net, par jour, par comparaison à 256 millions de pieds cubes par jour l'année dernière. Au cours du premier semestre, cinq nouvelles unités ont commencé à traiter le gaz naturel en Alberta pour la vente au gazoduc transcanadien à Braeburn, Blairmore, Sylvan Lake, East Crossfield et Wimburn.

Aux États-Unis, la production nette de pétrole brut et de liquides du gaz naturel a été en moyenne de 23,400 barils par jour, par comparaison à 24,400 barils par jour en 1964. La production nette de gaz naturel a légèrement diminué, passant de 80 millions de pieds cubes par jour en 1964 à 79 millions de pieds cubes par jour cette année.

Du nouveau à la Steel of Canada

Mise en marche de la première ligne de décapage à l'acide chlorhydrique

La société The Steel Company of Canada, Limited a mis en marche à l'usine Hilton, à Hamilton, la première ligne de décapage à l'acide chlorhydrique au Canada.

Considérée comme étant la chaîne continue la plus rapide et la plus large dans son genre au monde, l'unité de \$13 millions qui mesure 700' de long et 74' de large peut décapier 800 pieds de feuillard à la minute.

Une des caractéristiques de la nouvelle ligne de décapage consiste en un système de récupération de l'acide, mesure qui entre en conformité avec le programme établi de l'usine Hilton visant à éviter la pollution des eaux. D'ailleurs, la Steelco contribue étroitement avec la Commission des ressources hydrauliques de la province d'Ontario à l'étude de la pollution industrielle des eaux et des remèdes à y apporter. Le montant total que la Steelco a affecté pour trois ans pour combattre la pollution des eaux s'élève à près de \$5 millions.

Le nouveau procédé de décapage à l'acide chlorhydrique (on utilise généralement l'acide sulfurique) améliorera la surface de plusieurs des produits de la Steelco. Le feuillard laminé à chaud destiné au laminage à froid, sera de qualité supérieure et les traitements subséquents du métal seront facilités. D'autre part, les produits laminés à chaud — les aciers décapés et huilés — seront améliorés en ce sens que leur surface sera plus propre et présentera une plus grande résistance à la corrosion.

Le principe fondamental du décapage à l'acide chlorhydrique est relativement simple. Le feuillard est tout d'abord arrosé d'acide chlorhydrique. La couche de calamine (oxyde de fer) qui recouvre le feuillard réagit avec l'acide pour devenir du chlorure de fer et de l'eau. Ces substances sont ensuite transformées de nouveau en acide chlorhydrique et en oxyde de fer dans des fours de grillage et au moyen d'absorbants.

commentaires sur L'ACTUALITÉ FINANCIÈRE

Deltona Corporation rachète, pour le bénéfice de son Trésor, 33,000 de ses actions

Deltona Corporation a avisé la Bourse Canadienne de ce qui suit: 1) qu'elle se propose, sous réserve des clauses de l'accord en date du 21 mai 1965, conclu avec Novo Industrial Corporation, de New York, en vertu duquel une filiale canadienne de Novo se portera acquiescente d'un gros montant des affaires de Branford Coach & Body Limited, une filiale en propriété exclusive de la compagnie. Conformément au dit accord, le prix n'a pas pu être déterminé avant le 30 juin 1965. 2) Au cours de la période entre décembre 1962 et décembre 1963, la compagnie a acquis, de nouveau, pour le bénéfice du trésor de la compagnie, 33,000 de ses actions ordinaires, sur le marché libre, pour un coût global de \$421,103, en fonds américains.

La C-I-F et l'importance de s'assurer un revenu à la retraite

Le plan d'épargne-retraite connu sous le nom de "The Canadian Investment Fund Retirement Savings Plan" a été constitué et mis à la disposition des intéressés en octobre 1957. L'accueil favorable, à la fois immédiat et général, dont il fut l'objet, a dépassé et dépasse encore de beaucoup nos espérances. C'est un plan flexible et conforme aux exigences de la loi de l'impôt sur le revenu, comme plan d'épargne-retraite enr. Il permet aux Canadiens qui ont un revenu gagné imposable d'utiliser d'importantes déductions d'impôt afin de s'assurer un revenu à la retraite. Les deux plans de la Canadian Investment Fund (C-I-F) constituent une méthode efficace pour se créer une sécurité financière. Leur solution repose sur un placement conservateur dans les actions de votre compagnie qui affiche un record remarquable de croissance de revenu et de capital depuis trente-deux ans. Ces deux plans sont administrés par l'une des plus importantes compagnies de fiducie privée au Canada, la compagnie Trust Royal. Ces plans sont administrés à la lumière de 5 principes fondamentaux du placement: 1) une grande diversité dans les placements; 2) une surveillance professionnelle; 3) une moyenne compensatoire; 4) la capitalisation des revenus et 5) de meilleures garanties de protection contre l'inflation.

Le 2ème rapport consolidé de la Sun Alliance Insurance fait ressortir maints chiffres progressifs

Sun Alliance Insurance Limited, groupant 2 des plus vieilles institutions d'assurance au monde, puisque la Sun remonte à 1710 et l'Alliance fut fondée en 1824, nous faisons parvenir, ces jours derniers, son rapport annuel pour 1964. Incidemment, ce groupe serait sur le point de conclure une autre acquisition fort importante, puisqu'il s'agirait d'une entreprise plus de 2 fois centenaire. La Sun groupe déjà une dizaine de compagnies, dont l'Imperial Insurance Office, au Canada, et l'Alliance en compte quatre. Ce groupe possède un important bureau dans notre ville sous la direction de M. Bruce W. Gamble, gérant, pour l'Alliance Assurance Company Ltd. et The Westminster Fire Office. Le bureau principal du groupe au Canada se trouve à Toronto, mais il possède des succursales à Montréal, Edmonton, Vancouver et Winnipeg. En plus d'une quarantaine de bureaux en Angleterre, ce groupe possède des succursales en Australie, aux Caraïbes, dans l'Uganda, le Kenya, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, la Colombie, les Indes, les E.-U., l'Uruguay, la Belgique, la Malaisie, le Pakistan et le Brésil, etc. Ses ramifications sont donc internationales, d'où son chiffre considérable d'affaires. Il ressort du rapport transmis aux actionnaires et assurés que le profit du groupe précité s'élevait, au 31 décembre 1964, à 5,591,234 livres sterling, et, moins certaines déductions, que le bénéfice net, réalisé durant l'année écoulée, fut de 2,278,621 livres sterling. Comme ce dernier n'avait été que de 125,402 livres sterling en 1963, c'est dire que 1964 fut une fort bonne année. C'est la 2e fois que le groupe publie un bilan consolidé et on y constate des augmentations en 1964 par rapport à 1963 dans les départements des assurances incendie, accidents et de la marine. Le compte de profits et pertes figurait avec un solde de 5,772,098 livres sterling au 31 décembre 1964, contre 4,201,673 au 31 décembre 1963. Une analyse de son bilan consolidé permet de constater que l'actif global du groupe s'élevait à 156,655,783 livres sterling à la fin de l'année dernière, comparativement à 143,308,794 à la fin de l'exercice financier précédent, et que l'ensemble de ses réserves atteignait, alors, les 26,754,053 livres sterling, à rapprocher de 25,732,694 au 31 décembre 1963. Comme la livre sterling vaut environ \$3 en monnaie canadienne, on a une idée de l'importance pécuniaire du groupe précité, nous tenons à dire que M. R. P. Simpson, gérant du groupe Canada ne cesse de faire du bon travail au point que ses confrères de la C.I.A. n'ont pas hésité, à plusieurs reprises, à l'élire à des postes honorifiques et pleins de responsabilités.

Marcel CLEMENT

NOUVEAUX ASSUREURS-VIE AGRÉÉS



Guy Bellemare, C.L.U. Jean-Guy Duquette, C.L.U. Jean-Paul Morin, C.L.U. Adrien Nadeau, C.L.U. Yvon Paquet, C.L.U. Raymond Philion, C.L.U. Marcel Vincent, C.L.U.

L'Assurance-Vie Desjardins est particulièrement heureuse du succès remarquable que cinq de ses instructeurs-gérants et deux de ses représentants ont obtenu récemment en obtenant le titre d'assureur-vie agréé (C.L.U.), attribué par l'Institut des Assureurs-Vie Agréés du Canada. Pour être agréé, l'assureur-vie doit faire preuve d'une haute compétence professionnelle dans la vente d'assurance sur la vie, en plus du respect intégral du code d'éthique et d'intégrité professionnelle. L'Assurance-Vie Desjardins se réjouit d'autant plus que ces nouveaux succès qu'elle attache une grande importance à la compétence professionnelle de ses représentants. M. Guy Bellemare, de Montréal, représentant de L'Assurance-Vie Desjardins au moment des examens, a été reconnu à une autre entreprise du Mouvement coopératif Desjardins, la Société de Fiducie du Québec, service d'expansion des affaires. M. Bellemare a été reconnu «le candidat le plus remarquable de la province, lors des examens C.L.U. 1965», ce qui lui a valu la médaille commémorative Leslie W. Dunstall.

Imperial Tobacco Co. of Canada Ltd.

A vu son profit s'accroître de 18%

American Brake Shoe Company annonce que les expéditions, au cours du premier semestre de l'année, se chiffrent à \$134,138,000, soit le niveau le plus élevé dans l'histoire de la compagnie pour cette période. Comparé à la même période de l'an dernier, l'augmentation est de 12%. Les profits nets sont de 18% supérieurs à ceux du premier semestre de 1964. Ils sont de \$5,963,398 ou \$3.23 par action ordinaire, comparé à \$5,044,957 ou \$2.73 par action au cours du premier semestre de l'année dernière. Un dividende trimestriel de 70 cents a été payé, le 30 juin; il s'agit du 252e dividende trimestriel consécutif.

Les nouvelles commandes, au cours du premier semestre, se chiffrent à \$134,000,000, dont \$69,000,000 ont été reçues au cours du deuxième trimestre. Pour les six premiers mois de 1964, les commandes étaient de \$127,275,000.

Bathurst Paper Ltd. gagna moins

Durant le 1er semestre de l'année

Les profits nets consolidés de Bathurst Paper Ltd. pour le premier semestre de l'année s'élevèrent à \$369,000, ce qui représente, après paiement des dividendes des actions de la classe "A", 32 cts par action ordinaire.

Ces chiffres représentent une baisse de 25.6% comparé à la même période de l'année dernière. Les profits de la compagnie se chiffrent alors à \$1,302,000, soit 66 cents par action ordinaire.

Le revenu avant amortissement, pertes de matières premières et déduction d'impôts s'élève à \$2,941,000, comparé à \$3,621,000 l'année précédente. L'amortissement et les pertes de matières premières se chiffrent à \$964,000 comparé à \$991,000 au cours du premier semestre de 1964. Les impôts ont atteint \$1,008,000 comparé à \$1,328,000.

Le rapport précise que la construction de l'usine de New Richmond, au Québec, progresse rapidement; la production devrait débuter au cours du mois.

Les profits nets de Bathurst Paper au cours du premier trimestre de l'année s'élevèrent à \$468,000, comparé à \$545,000 en 1964. Les actions ordinaires ont rapporté 14 cts comparé à 26 cts l'année précédente.

Enfin, au cours de l'année 1964, les profits de la compagnie se chiffrent à \$2,672,412, soit une augmentation de 37.8% comparé aux profits de 1963 qui s'élevaient à \$1,938,960.

Rapports financiers

Traders Finance Corp., pour le semestre terminé le 30 juin 1965: \$3,482,857, soit l'équivalent de 77 cents l'action au regard de \$2,747,510, ou 60 cents pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Atlantic Coast Copper Corp. Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$182,751; 1964, pas de données.

Cost Copper Co. Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$40,912; 1964, pas de données.

R. L. Crain Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$536,041, 91 cents l'action; 1964: \$405,936, 69 cents.

Emco Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$518,000, 40 cents l'action; 1964: \$430,000, 33 cents.

Fraser Companies Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$2,195,545, 98 cents l'action; 1964: \$1,841,973, 82 cts.

Great Plains Development Co. of Canada Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$1,297,000, 41 cents l'action; 1964: \$1,174,000, 39 cents.

Hudson's Bay Oil and Gas Co. Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$6,762,000, 37 cents l'action; 1964: \$6,184,000, 34 cents.

Madsen Red Lake Gold Mines Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$349,500, 10 cts l'action; 1964: \$267,477, 8 cts.

Robert Morris Corp. Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$608,000, 81 cents l'action de classe A; 1964: \$519,000, 71 cents.

Vulcan Containers Canada Ltd., six mois terminés le 30 juin 1965: \$40,193, 99 cents l'action; 1964: \$80,028, 148 cents.

potins financiers

Les Bourses de Montréal, Toronto, Paris, Londres et New York étaient fermées comme de coutume en fin de semaine, de même que les marchés de Chicago et de Winnipeg, d'où l'absence ce matin de nos tableaux réguliers dans nos pages financières.

Comme la liste locale et celle de New York ne cessent de monter depuis 3 semaines consécutives, certaine pause ne paraît pas surprenante. Il ne faut pas perdre de vue que l'indice des industriels de DJ, bien qu'il ait clôturé 6.86 points plus haut lors de la dernière séance, par rapport à la veille, accusait néanmoins une perte de près de 3 points, au regard de son sommet touché vendredi dernier.

Une importante compagnie d'assurance locale se fusionnerait avec un groupe fort progressif, ce que nous annonçons sur le milieu de cette semaine.

Consolidated Paper Corp. a déclaré en fin de semaine le dividende régulier trimestriel de 50 cents, payable le 15 octobre aux actionnaires inscrits le 3 septembre.

Ottawa émettra la semaine prochaine \$45,000,000 d'obligations de 3-4 p.c. due le 1er septembre 1965.

La commission scolaire de S.-François-Xavier de Brompton, et celle de Port Alfred emprunteront sous peu.

Les actionnaires de Canadian Petrofina inscrits hier, participent au dividende semi-annuel de 30 cents, payable le 15 septembre.

Lake Dufault sortira de la terre 500 tonnes par jour de minerai avec une équipe de 35 hommes seulement.

C'est d'ici au 8 septembre qu'il faut faire parvenir au secrétaire de The Montreal Institute of Investment Analysts sa carte de membre renouvelée pour le nouveau terme.

L'Union Canadienne, compagnie d'assurances ayant son siège social à Québec et des succursales à Montréal, Trois-Rivières, Chicoutimi, Rivière-du-Loup, Sherbrooke et Québec, tiendra une assemblée ce matin au Cercle de la Place d'Armes, suivie d'une réception.

Ce ne serait pas une bonne chose de vendre les denrées à découvert à la suite de ce qui se passe dans le sud de l'Asie.

Les actionnaires de la compagnie Abitibi Power and Paper Company, Limited, ont voté hier pour changer le nom de la compagnie à Abitibi Paper Company Ltd. — Compagnie de Papier Abitibi Ltée, en vigueur le 1er décembre 1965. Le président Paul E. Roberts dit aux actionnaires que «Les projets de l'Abitibi ont été faits en considérant l'avenir et sont destinés à rencontrer la demande substantiellement croissante que nous sommes confiants d'obtenir pour nos produits.»

Watts Prospecting (1965) vient d'être fondé pour faire des travaux d'exploration dans le nord du pays.

Au dire du président de Chimo Gold Mines, les résultats des sondages dans le canton Vauquelin dans le nord-ouest du Québec, ont été hautement satisfaisants.

Royal Securities Corporation Ltd. vient de publier une étude élaborée sur Massey-Ferguson Limited, une compagnie appelée à se ressentir de la tendance à la mécanisation de l'agriculture ici et dans les pays sous-développés.

Un plan hypothétique commencé le 1er janvier 1933 avec la Canadian Investment Fund Ltd. qui aurait nécessité un placement annuel de \$1,000 versé en paiements trimestriels et dont tous les dividendes auraient été réinvestis, aurait pu être liquidé pour une somme de \$166,500 au 31 décembre 1964. Cet exemple est basé sur les résultats de votre compagnie au cours de son histoire. Les clauses du plan sont modestes et flexibles. Ce plan d'épargne est purement volontaire et ne comporte aucune pénalité. Sa croissance successive, d'année en année, reflète sa popularité toujours grandissante.

Les actions privilégiées amortissables, rachetables, 5-1-2 p.c. cumulatif, de C. H. Wood and Company seront rachetées, à 102 chacune, le 1er septembre 1965.

La ville de Port Alfred empruntera sous peu.

Jamaica Public Service Ltd a gagné \$11,501,264 durant l'exercice fiscal clos le 30 juin 1965 vs \$10,297,419 précédemment.

M. J. W. Millard, directeur des ventes de produits chimiques, Union Carbide Canada Limited, vient d'annoncer la nomination de M. Denny G. Ross-Smith au poste de représentant des ventes industrielles de produits chimiques. M. Millard précise que M. Ross-Smith sera responsable de la vente de produits chimiques organiques synthétiques, y compris les silicones, dans le district de vente de l'Est, et qu'il relèvera de M. Barry MacKenzie, gérant du district de l'Est. M. Ross-Smith est un ingénieur diplômé en chimie de l'université McGill.

Orchard Mines a gagné 30 cts l'action durant le 1er semestre vs 13 cts durant la même période l'an dernier.

Lake Shore Mines a pratiquement doublé son revenu d'exploitation de janvier à juin inclusivement, avec un total de \$28,454 vs \$13,281 durant la même période l'an dernier.

Trans-Canada Pipe Lines Ltd. rachètera le 29 octobre \$246,700 de ses obligations à 5.5% dues le 1er janvier 1967.

Jaye Exploration Ltd rapporte qu'une foreuse est maintenant rendue sur sa propriété du canton Strathlynn, dans Temagami.

Eddy Match Co. a vu ses recettes baisser à \$445,300 durant le 1er semestre vs \$592,129 durant les premiers 6 mois de l'an dernier.

Pour le cinquième mois consécutif, les concessionnaires canadiens de la Société Ford-Canada Limited ont établi un record mensuel de ventes d'automobiles et de camions.

Les ventes au détail de véhicules à passagers, nord-américains Ford durant le mois dernier totalisent 13,426 et les camions 2,977.

A. B. Dick Company of Canada Ltd vient d'introduire un nouveau procédé sec électrostatique pour faire des copies.

Pan American Airways a gagné 16 cts l'action durant le 1er semestre.

Voici des extraits du dernier bulletin de nouvelles de la General Motors. En un jour, les usines General Motors à Oshawa ont construit jusqu'à 1,800 voitures et camions destinés au marché intérieur et à l'exportation.

General Motors dépense chaque année au Canada plus de \$700 millions en fournitures, services, salaires et impôts. La Compagnie achète régulièrement chez 5,000 fournisseurs canadiens.

D'après les ingénieurs de General Motors of Canada, jusqu'à 13,000 pièces détachées entrent dans la construction d'une voiture automobile.

Près de 5,000,000 de voitures et camions sont sortis de l'énorme usine de montage de General Motors of Canada, à Oshawa depuis 1908.

Dividendes

Pato Consolidated Gold Dredging Ltd., 10 cents, le 27 août, inscription le 13 août.

Robinson and Little Co. Ltd., classe A 25 cents, le 1er sept., inscription le 18 août.

Shop and Save 1957 Ltd., communes 10 cents, le 31 août, inscription le 13 août.

Steinberg Ltd., classe A 15 cents, le 2 sept., inscription le 13 août.

British American Oil Co. Ltd., 25 cents, 1er octobre, aux actionnaires inscrits le 3 septembre.

Canadian Refractories Ltd., 20 cents, 15 septembre, aux actionnaires inscrits le 16 août.

Lakeland Natural Gas Ltd., actions de priorité 5.4 p.c., 27 cents, 15 septembre, aux inscrits le 25 août.

Ventes consolidées de la Canadian Industries Ltd. à \$125,439,000.00

Durant le 1er semestre, soit 9% de plus

Les ventes consolidées de Canadian Industries Limited et de ses filiales pour le premier semestre de 1965 se sont élevées à \$125,439,000, une augmentation de 9 p.c. sur le chiffre de la période correspondante de 1964, annonce M. Leonard Hynes, président, dans un rapport intermédiaire qui sera envoyé aux actionnaires dès que le service des postes sera établi.

Le revenu net de \$5,553,000 est équivalent à 56 cents l'action sur les 9,794,161 actions en cours. Le nombre total d'actions comprend les actions ordinaires au nombre de 1,068,240 émises en avril 1963. Calculé sur le même nombre d'actions, le revenu de la même période en 1964 aurait été équivalent à 57 cents l'action.

Le rapport souligne que les ventes de la plupart des produits ont été plus considérables que durant le premier semestre de 1964, mais que les prix inférieurs des engrais chimiques et les dépenses plus élevées relatives au présent programme d'expansion ont réduit les marges de profit. Des avances substantielles ont été réalisées aux ventes de fibre polyester "Terylene" de Millhaven Fibres Limited ainsi qu'aux ventes d'explosifs industriels et de munitions. Les résultats tiennent compte pour la première fois des ventes de deux produits nouveaux importants, l'équipement de golf et le nylon.

Nouveau producteur d'or au Québec

Dans le nord ouest de la province

Parmi les nouvelles mines d'or qui ont commencé leur production depuis un an on compte au moins trois dans la province de Québec. Ce sont les mines Chibougamau, Wasamac près de Rouyn-Noranda et Camflo-Mattagami près de Malartic. Par ailleurs Canadian Malartic et Beveon auraient épuisé pour ainsi dire leurs réserves de minerai aurifère durant cette période. Avant 1964-65 toutefois d'autres dépôts aurifères avaient été mis en production au Québec, plus particulièrement dans la région de Malartic avec les mines Marban et Malartic pour ne pas mentionner que ces 2 compagnies du groupe Little Long Lac Mines. De même des travaux d'exploration très intensifs ont déterminés des dépôts aurifères très intéressants sur les terrains de Kiena près de Val d'Or, (filiale de la mine McIntyre) de Transterre Mines près de Senneterre et de Chimo Gold Mines dans le canton Vauquelin à quelques milles à l'est de la route Senneterre-Montréal. Au nord d'Amos on sait que la compagnie Equity Explorations a découvert depuis l'automne 1964 une zone aurifère qui semblerait majeure, le long de la rivière Harricana dans le canton Joutel et où les travaux d'exploration en surface se poursuivent toujours sur différentes propriétés dans ce nouveau secteur.

Quand aurons-nous une hausse officielle du prix de l'or? Des voix à l'invitation du général de Gaulle et du gouvernement français les gouvernements occidentaux en général et des États-Unis et du Canada et particulier (n'en déplaise à M. Gordon, ministre des finances qui a déjà dit "jamais") auront décidé de régler le problème de la liquidité monétaire pour le monde libre.

C'est l'invitation que faisait au gouvernement canadien le ministre des mines d'Ontario lors de l'ouverture d'une nouvelle mine d'or à Matachewan, Ont.

En effet, le plus récent producteur d'or du Canada, la mine Midlothian, exploitée par Stairs Corporation and Mining Co., a pris le départ dernièrement avec l'inauguration officielle par le ministre des mines de l'Ontario, M. George Wardrope.

La nouvelle mine, située près de Matachewan, localité du nord de l'Ontario, à 32 milles au sud-ouest de Kirkland Lake est la troisième mine canadienne à entrer en opération cette année, et la première en Ontario, depuis plus de dix ans. Wasamac et Camflo-Mattagami ont été ouvertes, au Québec depuis le début de 1965.

M. Wardrope a tenu le prix fixe de \$35 l'once d'or, responsable de la présente situation. «Je ne peux trouver aucun autre produit, en usage courant, qui soit dans la même position que l'or», a-t-il dit. Pour le ministre, il est illogique que le prix de l'or demeure le même qu'en 1936.

M. Wardrope a dit lors de l'ouverture d'une nouvelle mine que le gouvernement fédéral devrait essayer de faire monter le prix fixe de l'or, afin d'encourager la production de ce métal selon M. J. J. Martel d'Amos.

George Weston Ltd, catégorie A, 13 cents 3/4; catégorie B, 12 cents 3/4; les deux le 1er octobre, aux inscrits le 9 septembre; actions première priorité 4-1/2 p.c., \$1.12; deuxième priorité, 6 p.c., \$1.50; les deux, 1er septembre, aux inscrits le 12 août.

American Brake Shoe Company

A déclaré deux dividendes

Imperial Tobacco Company of Canada Limited vous fait savoir qu'à une réunion des administrateurs tenue vendredi, les dividendes suivants, payables jeudi, le 30 septembre 1965, aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le mardi 31 août 1965, ont été déclarés:

Un dividende intermédiaire (No 264) de quinze cents (15c) par action sur les actions ordinaires libérées de la Compagnie;

Un dividende semi-annuel (No 107) de trois pour cents (3c) sur les actions privilégiées libérées de la Compagnie, portant intérêt au taux de six pour cent (6%).

NOMINATION CHEZ STEINBERG



Morris Rotstein

M. Nathan Steinberg, premier vice-président et trésorier de STEINBERG LIMITEE, annonce la nomination de M. MORRIS ROTSTEIN au poste de trésorier adjoint de la compagnie. Bachelier en Arts de l'Université McGill, M. Rotstein est également diplômé de l'Université de Chicago en sciences économiques et financières. Au moment de la nomination, M. Rotstein occupait le poste de directeur du service des recherches et de la planification. Il apporte dans ses nouvelles fonctions une vaste et solide expérience.

A. Renaud & Cie Liée

Courtier en valeurs

Commandes exécutées sur tous les marchés

200 ouest, rue St-Jacques

Montréal — VI. 4-2886

BÉLANGER OUELLETTE & ASSOCIÉS

Conseillers en administration et ingénieurs industriels

Personnel: cadres et fonctions
Évaluation de tâches, salaires
Plans de stimulants au rendement
Systèmes et procédures de bureau
Maintenance — mécanisation
Contrôles: production — prix coûtant — achats — inventaires — budget

1224 OUEST, RUE STE-CATHERINE Suite 701, MONTRÉAL — Tél.: 964-9547



GEOFFRION, ROBERT & GÉLINAS, INC.

Membres de l'ASSOCIATION CANADIENNE DES COURTIER EN VALEURS

(Cours fourni par
la Presse Canadienne)

A Shawinigan

Marcotte et Dolbec joignent les Bruins qui ont quitté Victoriaville

Les Bruins de Shawinigan de la ligue Provinciale junior "A" de hockey ont eu la main heureuse en s'appropriant les services de Jacques Marcotte, et de

Claude Dolbec comme instructeur. Cette nouvelle a été annoncée par M. Guy Chretien, président du club. Comme on le sait, Shawinigan revient sur la scène du hockey à la suite du transfert de la franchise de Victoriaville. M. Roland Mercier, entraîneur des Bruins dans la province de Québec, travaille présentement, de concert avec la direction du club, à mettre la dernière main à l'organisation. L'addition de Jacques Marcotte et de Claude Dolbec donnera beaucoup d'autorité au club.

Inscrits au Richelieu

COURSE-ÉCOLE

TROT — 2 ans — Bourse: \$300.

1 Robb-N-Lee T. Horton

2 Daniel Boy G. Lachance

3 Diller Harbor R. Caldwell

4 Beau Mar Mic R. Gagné

5 Bethel Marc Mic B. Savignac

6 Peartree Bomba P. Robillard

7 Perfect Mir M. Doucette

8 Flamingo Mir R. Frey

9 Scott Irish Y. Gamache

10 Airys Pride D. McTavist

11 Lord Hope P. Robillard

12 Maplewood's Pride W. Weller

13 Mr. Q.B. Y. Pelchat

14 Scotch Vanity Lachance

15 Mary's Last B. Caldwell

16 Northwood B. Grandmaison

17 Dana Doon J. Gram

Aussi éligibles:

Scott Irish Y. Gamache

18 Moonie Dolly G. Filion

19 Steinway Hy P. Caldwell

20 Irish Mike R. Coultu

21 Michael Mite C. Paradis

22 Singing Pence Lachance

23 Duke of Frisco Boncompagni

24 Ray Harmony Y. Plourde

Aussi éligibles:

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Y. Pelchat

Résultats au Richelieu

SAMEDI

PREMIERE COURSE

Brighter Days 18.70 8.30 5.40

Princely Jr. 6.30 5.10

Proper Wave 2.00 3.5

TEMPS: 2:04 4-5

DEUXIEME COURSE

Easy Bert 5.50 2.90 2.0

Knight Belle 3.10 2.40

Success Brook 2.60

TEMPS: 2:04 4-5

QUATRIEME COURSE

Jonah's 11.30 6.80 3.70

Cindy Sky 10.80 4.10

Mr. Prince 2.40

TEMPS: 2:05 4-5

CINQUIEME COURSE

Mr. Champ 5.00 3.70 2.90

Avon Darky 3.30 2.60

Leiter Hanover 2.70

TEMPS: 2:04 1-5

SIXIEME COURSE

Odies 2.90 2.80 2.40

Harry Herbert 4.30 3.60

Meadow Smoke 2.60

TEMPS: 2:04

SEPTIEME COURSE

Cun's Bud 35.10 11.50 9.10

Oro G. Kett 4.90 3.50

TEMPS: 2:07 3-5

HUITIEME COURSE

Hickory 6.40 3.90 2.70

Manor Arab 4.50 3.30

Gary Johnston 3.90

TEMPS: 2:05 4-5

NEUVIEME COURSE

Placo Van R. 5.80 3.50 2.60

Curly Lambert 4.70 3.00

Van Counsel 3.00

TEMPS: 2:05 4-5

DIXIEME COURSE

Adios Mite C. 7.30 4.20 3.40

Bolo Hal 3.20 2.50

Sweet Harmony 4.40

TEMPS: 2:03 2-5

EXACTA: \$21.70

DIMANCHE

PREMIERE COURSE

Hoota Hanover 5.50 3.10 2.80

Champion 20.40 4.70

Princely Jr. 2.10 1-3

TEMPS: 2:10 1-3

DEUXIEME COURSE

Adios Dominion 3.30 3.90 3.10

H. Harry 9.10 5.10

Adios Dares 3.60

TEMPS: 2:05

QUATRIEME COURSE

Joppa's Surprise 7.60 4.10 3.00

Justadine Free 3.10 2.70

Sue Express 3.90

TEMPS: 2:05 1-5

CINQUIEME COURSE

Honey Reed 12.60 7.10 4.10

Regret 42.50 11.60

Adam Hanover 3.60

TEMPS: 2:05

SIXIEME COURSE

Peter W. 5.80 3.30 2.40

Rhythm Man 3.00 2.40

Cherry Gold 3.00

TEMPS: 2:04 2-5

SEPTIEME COURSE

Lullwater Frost 94.50 15.80 4.00

Mis Speedster 3.30 2.40

Absand Jr. 2.50

TEMPS: 2:05

HUITIEME COURSE

Good Flyer 7.30 2.80 2.10

Timely Knight 2.70 2.10

Senator Burton 2.20

TEMPS: 2:00 1-3

NEUVIEME COURSE

Rivaltime 2.50 2.10 2.10

Woodlawn Drummond 2.30 2.20

Perfect Wave 2.80

TEMPS: 2:01 1-5

DIXIEME COURSE

Primrose Pete 2.70 2.40 2.30

Envy 4.30 3.50

Happy Idol 7.10

TEMPS: 2:03 3-5

EXACTA: \$12.50

Milwaukee 4

Chicago 3

Milwaukee 100 100 020 001-4 12 3

Chicago 010 100 001 000-3 10 1

Johnson, O'Dell E. O'Dell 12

Oliver, Jackson, Abernathy 9 et

Bailey, Krug 10. G-O'Dell 8-4. P-

Abernathy 3-2.

Circuit: Milwaukee, Aaron 26,

Jones 23. Chicago, Banks 19.

L'Amble Castor en 2:01.1

Sholty conduit Rival Time à la victoire

Les records ne sont pas toujours faits pour être battus! C'est du moins ce qu'il faut conclure après avoir assisté à l'Amble Castor, hier après-midi, tout comme la foule de 10,500 personnes.

Rival Time, le gros favori, n'a pas déçu. Il a gagné la course, mais il n'a brisé ni le record canadien, ni le record des 3 ans qui est resté la propriété de Country Don.

Mais il convient ici d'apporter une explication. Nos che-

vaux locaux ont l'habitude de la piste en matinée. Car courir le soir et l'après-midi représente une grande différence. L'après-midi, les lampadaires qui fournissent en soirée l'éclairage nécessaire représentent un handicap en matinée parce qu'ils forment des ombres sur la piste et les chevaux peu habitués sont portés à sauter par-dessus ces ombres. C'est ce qui s'est produit hier dans le cas de Scarlet Wave et la course a complètement été différente.

Quand les conducteurs américains ont réchauffé leurs chevaux ils se sont rendu compte que les ombres effrayaient leurs bêtes. Plutôt que de ne pas prendre le départ, on a utilisé de larges éponges, au-dessus des narines, partie de l'équipement que les amateurs présents à la piste ont certainement aperçue.

George Sholty, le pilote du vainqueur, a donc été très prudent. Il a redoublé de prudence encore quand il a constaté que Scarlet Wave faisait un manque à son côté. Il a donc laissé Woodlawn Drummond prendre les devants et Keith Waples, qui pilotait cet ambieur, n'allait sûrement pas découper un mille rapide pour ses poursuivants. Voilà toute l'explication de la durée de 2:01.1. Woodlawn Drummond a pris la deuxième place, suivi de Perfect Wave et d'Adios Watts.

Woodlawn Drummond a été le seul à devancer le gagnant au cours de l'épreuve. Rivaltime a gagné par deux longueurs et demie.

UN MILLE EN 2:00.1

Senator Burton a été celui qui s'est sacrifié pour les autres dans cette course. Il a découpé un mille très rapide, atteignant le poteau du quart de mille en 29.4 secondes; le demi-mille en 58.4; le poteau des trois quarts du mille en 1.29 et c'est alors que Good Flyer a pris la relève et qu'il est venu gagner en 2:00.1.

Après cette épreuve, dans le cercle du vainqueur, la direction du Parc Richelieu, par l'entremise de son trésorier Raymond Lemay, a remis un chèque au montant de \$250.00 à Benoit Côté, le pilote de Monsieur Richelieu. Ce dernier, conduit par Côté, avait réussi un mille en 2:00 minutes, vendredi soir, réalisant ainsi le record de vitesse du meeting en cours au Bout-de-l'Île, et le record de la saison.

Monsieur Richelieu appartient à Angelo Noël, de St-Laurent. Il est aussi le premier cheval d'un reproducteur canadien à gagner en 2:00 au pays.

Ce soir, dans la 9e et principale épreuve, un enjeu de

\$3,000 sera offert et le favori est Cagney Hanover, que conduira Roger Ponton.

Guillou revient au Tour

Le fondateur du Tour du St-Laurent exclus de la grande épreuve qu'il créa, après deux ans dans l'ombre, partit un autre TOUR!

En effet, il est confirmé qu'Yvon Guillou plus déterminé qu'en 1954, revient à un sport qu'il aime tant à un moment où le cyclisme canadien a justement besoin d'un homme comme lui pour donner un vigoureux coup de barre afin de ne pas s'enliser dans le marasme, surtout après l'expérience du Tour du St-Laurent 1965 et à un moment surtout où le cyclisme manquant d'experts risque de tout perdre ce qu'il a durement acquis dans le passé.

Yvon Guillou est d'avis que pour en venir à créer des coureurs qui sauront rivaliser avec les champions européens, il faut absolument commencer par la base: les juniors. C'est donc par une épreuve pour adolescents soit le TOUR CYCLISTE DU COMTE DE PORT-NEUF disputé les 4 et 5 septembre prochain (les mêmes dates que son Tour du St-Laurent 1954) que Guillou fait sa rentrée officielle, il faut aller au secrétariat pour voir l'activité fébrile qui règne et nul doute que ce premier junior est appelé à se renouveler.

Lors des rencontres avec les différentes personnalités des comités Donnacona et autres villes étapes, ce qui a frappé surtout et qui semble rencontrer les vœux des gens touchant au cyclisme, c'est la confiance mise en Yvon et Madeleine Guillou.

La rentrée d'Yvon Guillou dans le cyclisme est déjà chose faite, avec un peu de chance et devenant le chef de file de la revalorisation du cyclisme, il aura pour l'appuyer les vrais amateurs du cyclisme.

Mets 3 Astros 0

New York 110 001 000-3 7 1
Houston 000 000 000-0 7 2
Jackson et Schaffer, Bruce, Cuellar, Taylor et Triandoe, G-Jackson 6-16. P-Bruce 7-16.
Circuit: New York Sabodra 18.

CHAMPIONNAT DE LA P.G.A.

Marr enlève la 1ère bourse de \$25,000 et Nicklaus porte ses gains à \$126,000

LIGONIER — Le fait de réussir deux normales aux deux derniers trous dans le tournoi pour le championnat de la PGA, a permis hier à Dave Marr d'enlever la victoire dans ce prestigieux omnium et de ramasser la première bourse, une somme de \$25,000, de l'enjeu total de \$125,000.

Billy Casper et Jack Nicklaus ont terminé exæquo au se-

cond rang, en comptant une fiche identique de 282 pour récolter chacun \$12,500. Nicklaus a porté ainsi son total de gains à \$126,000, cette année et il n'est plus que de \$2,000 du record établi par Palmer en 1963, lequel était de \$128,000. Si Nicklaus avait pu s'approprier seul la seconde place dans ce tournoi, il aurait alors éclipsé la marque-record de

Palmer. Nicklaus et Casper ont tourné un 71, hier, soit exactement le même nombre que le vainqueur Dave Marr qui a complété 280 au total.

Pour Marr, c'était hier la quatrième victoire de sa carrière de 12 ans. Son total de 280 lui donne quatre coups sous le par du parcours de Laurel Valley Golf Club.

Vous recherchez ce qu'il y a de mieux?



Y a pas d'erreur,
MOLSON
c'est la meilleure!

LOUEZ une auto!
Connaissiez-vous les avantages à louer une automobile?
Pour informations
Contrat de 12 ou 24 mois
Téléphone: 658-8723 — 861-0181
Distributeur de:
Pontiac, Buick, Acadian, Beaumont, Camions G.M.C.

CARTES PROFESSIONNELLES ET D'AFFAIRES

ASSURANCES



Etablie en 1929
276 ouest, rue Saint-Jacques
Montréal

Encouragez
nos
annonceurs

INTERNATIONAUX HORIZONS INTERNATIONAUX HORIZONS INTER

Le dénouement de la crise grecque serait imminent

ATHENES. — C'est probablement dans les prochaines 48 heures (peut-être même ce soir) que, sauf incident, le roi Constantin fera appeler la personnalité chargée de former le gouvernement. Il semble, en effet, que les leaders dissidents de l'Union du centre, MM. Elias Tsirimocos, Stéphane Stéphanopoulos et Savas Papapolitis aient rassemblé maintenant un nombre suffisant de députés pour que celui d'entre eux qui recevra le mandat obtienne le vote de confiance du parlement.

Aux 25 membres du parti du gouvernement. N'ayant pas encore obtenu de 25 à 30 ce qui, avec les 99 députés de l'Union radicale, et peut-être les progressistes (droite) leur assurerait la majorité absolue.

Le roi Constantin, qui est parti samedi pour Corfou et rentrera ce matin, n'a pas encore décidé, apprend-on de bonne source, qui de M. Tsirimocos ou de M. Stéphanopoulos sera le chef du gouvernement.

M. Tsirimocos aurait, dit-on, sa préférence, mais les réserves exprimées dans les milieux de droite à l'égard de l'ancien membre du "gouvernement du Maquis" font craindre que certains députés de cette tendance

ne refusent de voter pour lui ou ne s'abstiennent.

M. Stéphanopoulos ferait plus facilement le plein des voix.

Le choix dépendra, en fin de compte, estime-t-on, du nombre de députés du centre prêts à voter pour M. Tsirimocos et permettant de remplacer, si nécessaire, des voix de droite défectueuses.

De toute manière, si M. Tsirimocos est appelé, M. Stéphanopoulos lui apportera son entier concours et réciproquement.

MM. Stéphanopoulos et Tsirimocos déposeront aujourd'hui au parlement la constitution de leur "groupe indépendant" à l'intérieur de l'Union du centre. Ils exposeront ensuite à la presse les raisons pour lesquelles ils ont cru devoir se séparer de M. Georges Papandreou tout en demeurant fidèles au programme de leur parti.

même est un spécialiste.

La journée pourrait, d'autre part, revêtir de l'importance du fait que la Confédération générale du travail a convoqué pour 20 heures un grand meeting "pour la défense de la démocratie" sur la place principale d'Athènes, la place Klathmonos.

Or, le ministre de l'intérieur, M. Jean Toubas a annoncé que cette réunion était interdite. Si les organisateurs passent outre, des incidents pourraient se produire.

même est un spécialiste.

La journée pourrait, d'autre part, revêtir de l'importance du fait que la Confédération générale du travail a convoqué pour 20 heures un grand meeting "pour la défense de la démocratie" sur la place principale d'Athènes, la place Klathmonos.

Or, le ministre de l'intérieur, M. Jean Toubas a annoncé que cette réunion était interdite. Si les organisateurs passent outre, des incidents pourraient se produire.

Bonn prêt à des relations avec tous les Etats arabes

MAYENCE (Rhénanie-Palatinat). — Nous sommes prêts à établir des relations diplomatiques avec n'importe quel gouvernement arabe, a déclaré aujourd'hui à Bernkastel (Rhénanie-Palatinat) le chancelier Ludwig Erhard. Ces paroles ont été prononcées à la veille de l'arrivée à Bonn de l'ambassadeur d'Israël.

Le chancelier a indiqué que l'échange d'ambassadeurs entre la république fédérale et l'Etat d'Israël représentait un pas important dans la voie de la normalisation des relations entre les deux pays.

Saint-Domingue :

Caamano aurait

donné son accord

SAINT DOMINGUE. — Un accord sur une conclusion satisfaisante de la crise dominicaine serait intervenu au cours de la conversation que les membres de la Commission ad hoc de l'Organisation des Etats américains ont eu avec le colonel Francisco Caamano, une personnalité proche du gouvernement constitutionnaliste.

L'entretien a duré deux heures environ. A leur départ, les membres de la Commission ont été conquis et des cris hostiles aux Etats-Unis ont été entendus.

Commémoration de la capitulation du Japon

TOKIO. — Le Japon a célébré hier l'anniversaire le plus amer de son histoire : la capitulation de 1945, en rendant hommage à ses morts, et en priant pour la paix mondiale.

L'empereur Hirohito, qui, il y a vingt ans annonça par radio à son peuple la nouvelle stupéfiante que le Japon avait perdu la guerre, a présidé la cérémonie officielle à laquelle pour la première fois cette année, l'opposition avait accepté de participer.

S'inclinant devant l'autel dressé pour l'occasion au stade du Budokan à la mémoire des trois millions de soldats japonais qui ont péri dans la guerre, l'empereur a déclaré : "Lorsque je me souviens du passé et que j'examine l'état présent des affaires dans notre pays et dans le monde, je suis rempli de tristesse et d'inquiétude. Avec tout notre peuple, nous souhaitons prier pour l'avenir de notre pays, pour la paix mondiale, et pour le repos des âmes des morts de la guerre".

Aux 4 coins du monde

Réunification de la Corée MOSCOU. — Le peuple soviétique est fermement en faveur de la réunification de la Corée sur des bases démocratiques et de l'évacuation des troupes américaines, déclarent, notamment les dirigeants soviétiques dans un message adressé au maréchal Kim Il-Soung, chef du gouvernement de la Corée du Nord, à l'occasion du 20e anniversaire de la "libération de la Corée" annonce l'agence Tass.

Le message insiste sur la fraternité Soviëto-Coréenne, "scellée par le sang répandu par les deux peuples contre l'impérialisme" et exprime l'espoir qu'elle ira se développant.

Déclaration de Massamba-Débat

BRAZZAVILLE. — "Nous demandons à tous les délégués venus à Brazzaville pour célébrer avec nous le deuxième anniversaire de la révolution, de transmettre à leurs pays respectifs les messages d'amitié et de fraternité du peuple congolais", a déclaré M. Massamba-Débat, président de la république Congolaise après le défilé militaire qui s'est déroulé dimanche matin dans les rues de Brazzaville.

MODE A LA CARTE

AUTOMNE - HIVER 1965-66

SERA PRESENTÉE PAR

DUPUIS

LES 28, 29 ET 30 SEPTEMBRE

A LA SALLE WINDSOR - HOTEL WINDSOR

MONTREAL

LE DEJEUNER MODE A MIDI

mardi et mercredi, les 28 et 29 septembre — billet 3.50

LE SOIR DEFILE A HUIT HEURES

mercredi et jeudi 29 et 30 septembre — billet 1.50

Les tables de 10 personnes pour le déjeuner peuvent être retenues par un groupe organisé. Réservez immédiatement vos billets pour ce grand événement dans le monde de la mode élégante à Montréal. LES BILLETS RESERVES SONT MAINTENANT EN VENTE AU PETIT SALON DUPUIS pour le déjeuner des 28 et 29 septembre, AINSI QUE POUR LES DEFILES DU SOIR des 29 et 30 septembre. Pas de réservation spéciale pour ces billets. Commentaires des défilés: Mlle PAULINE DONEREAU, Directrice de la mode.

DUPUIS est à la page pour la rentrée. L'êtes-vous?

6+6=14



DUPUIS 865 EST, RUE SAINTE-CATHERINE, MONTREAL • COMMANDES TELEPHONIQUES: 842-6171 — HEURES: 9 H. 30 A 5 H. 30 — OUVERT LE SOIR JEUDI ET VENDREDI JUSQU'A 9 H.